

LA 24^e ÉDITION DU SITEV S'OUVRE À ALGER
AVEC PLUS DE 320 EXPOSANTS

La destination Algérie en ligne de mire

Le coup d'envoi de la 24^e édition du Salon international du tourisme et des voyages (SITEV) a été donné hier après-midi au Palais des expositions des Pins maritimes à Alger, dans une ambiance marquée par une forte présence étrangère et un foisonnement d'initiatives tournées vers la modernisation du secteur touristique. Avec plus de 320 exposants, venus d'Algérie et de l'étranger, et la participation de 27 pays d'Europe, d'Afrique et d'Asie, le salon confirme son envergure. L'ouverture au grand public est prévue pour aujourd'hui à partir de 9h00. P 3

GOVERNANCE
ÉCONOMIQUE ET
RATIONALISATION DES
FINANCES PUBLIQUES

**Les deux piliers
d'un modèle de
développement
durable**

À l'occasion des célébrations marquant l'anniversaire de l'indépendance, les discours du ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, et du directeur général des Douanes, général-major Abdelhafid Bakhouch, ont illustré de manière claire la cohérence des politiques publiques menées dans le cadre de la construction de l'Algérie nouvelle. Au cœur de cette transformation, un objectif partagé : instaurer une gouvernance rigoureuse, moderne et tournée vers l'efficacité économique.

P 2

TIRÉE PAR LA BAISSÉ
DES PRIX ALIMENTAIRES

**L'inflation recule
à 4,1 % en 2024**

Après trois années marquées par une hausse soutenue des prix à la consommation, l'inflation en Algérie a connu un net ralentissement en 2024, atteignant 4,1 %. Cette tendance s'explique principalement par la forte décélération des prix des produits alimentaires, notamment les fruits, les légumes et les œufs. Un indicateur encourageant qui reflète l'impact des mesures engagées par le gouvernement pour préserver le pouvoir d'achat.

P 5

OPEP

**La demande
pétrolière restera
forte jusqu'en 2050**

Alors que certaines institutions internationales, comme l'Agence internationale de l'énergie (AIE), annoncent une baisse imminente de la consommation pétrolière mondiale, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) trace une trajectoire tout autre. Dans son dernier rapport sur les perspectives mondiales à long terme, l'organisation affirme que la demande mondiale de pétrole ne connaîtra pas de pic avant 2050. Elle poursuivra sa progression au rythme des besoins croissants des économies en développement, notamment en Asie.

P 3



PORT DE MOSTAGANEM

**Performance
exceptionnelle au premier
semestre 2025** P 2

FORMATION PROFESSIONNELLE

**Aligner les formations
aux exigences du marché** P 5

MATIÈRES PREMIÈRES

**Flambée du cuivre et du
café impactés par les tarifs
douaniers américains** P 4

PORT DE MOSTAGANEM

Performance
exceptionnelle
au premier
semestre 2025

Par S R.

Le port de Mostaganem a connu une avancée qualitative dans ses performances opérationnelles au cours du premier semestre 2025, enregistrant une croissance globale des échanges commerciaux de 51 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette forte performance reflète l'efficacité des mesures adoptées par l'entreprise portuaire en vue d'améliorer et de faciliter le flux du commerce extérieur. Dans le détail, les exportations ont connu une hausse remarquable de 32 %, tandis que les importations ont affiché une croissance exceptionnelle de 181 %. Ces indicateurs confirment la dynamique croissante que connaît le port et sa compétitivité grandissante sur le marché national. Cette croissance a concerné divers types de marchandises, avec des hausses significatives enregistrées pour les produits agricoles, les produits pétroliers (bitume), les produits chimiques, les engrais et les marchandises diverses. L'activité conteneurs a également connu une progression marquée de 61 %, témoignant de la confiance croissante des opérateurs économiques dans les services offerts par le port. Les résultats exceptionnels réalisés par le port de Mostaganem, conjugués à l'évolution globale que connaît l'établissement aux plans des services, de la logistique et du numérique, confirment son engagement fort à consolider sa position en tant qu'acteur économique central et fiable. Cette performance remarquable reflète une vision ambitieuse visant à renforcer son rôle en tant qu'artère vitale du commerce, soutenue par des efforts soutenus pour améliorer l'efficacité de ses opérations et atteindre les plus hauts niveaux de compétitivité.

GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE ET RATIONALISATION DES FINANCES PUBLIQUES

Les deux piliers d'un modèle
de développement durable

À l'occasion des célébrations marquant l'anniversaire de l'indépendance, les discours du ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, et du directeur général des Douanes, général-major Abdelhafid Bakhouche, ont illustré de manière claire la cohérence des politiques publiques menées dans le cadre de la construction de l'Algérie nouvelle. Au cœur de cette transformation, un objectif partagé : instaurer une gouvernance rigoureuse, moderne et tournée vers l'efficacité économique.

Par M. A.

Ainsi le ministre des Finances a affirmé que son département œuvre pour une gouvernance publique fondée sur la transparence et la performance, insistant sur la nécessité de bâtir une économie résiliente et compétitive. Cette approche repose sur la maîtrise des équilibres macroéconomiques, la mobilisation efficiente des ressources et la création d'un climat financier sain et sécurisé. « La gouvernance économique et la rationalisation des finances publiques constituent les piliers fondamentaux d'un modèle de développement durable », a-t-il déclaré. Le ministère des Finances s'est engagé dans une série de réformes structurelles visant à renforcer la transparence dans la gestion des fonds publics, à instaurer des mécanismes de contrôle rigoureux, et à soutenir le financement des grands projets de développement national. Cette orientation reflète une volonté de rompre avec les pratiques du passé et d'ancrer la gestion publique dans une logique de résultats. À l'occasion de la célébration de l'anniversaire de l'indépendance, organisée ce samedi au Club national de l'Armée à Alger par la Direction générale des Douanes, le ministre

des Finances, Abdelkrim Bouzred, a prononcé une allocution marquée par une orientation claire : bâtir une économie plus résiliente, plus transparente et tournée vers le développement durable, sous la houlette du président de la République. Dans un contexte où l'Algérie multiplie les réformes structurelles, cette déclaration réaffirme la volonté des autorités de réorganiser en profondeur le secteur financier pour en faire un moteur de transformation nationale. « Le secteur financier, dans toutes ses composantes, poursuit ses efforts constants pour renforcer la stabilité macroéconomique, garantir la transparence dans la gestion des fonds publics et mobiliser les ressources nécessaires au financement des projets de développement », a souligné le ministre. Cette vision repose sur une approche stratégique : assurer les grands équilibres budgétaires, créer un environnement financier sain et sécurisant pour les investisseurs, et favoriser une allocation efficace des ressources. Il s'agit également de renforcer les mécanismes de contrôle et d'évaluation, indispensables pour asseoir une culture de performance dans la gestion publique. Dans cette dynamique, le ministre a salué la contribution majeure des Douanes algériennes, qu'il considère comme « l'un des

bras stratégiques du ministère des Finances », en raison de leur double rôle : assurer la sécurité des frontières et contribuer au financement de l'État. Il a ainsi mis en avant leur participation active à la lutte contre la fraude, la contrebande et la criminalité économique, au contrôle et à la facilitation des échanges commerciaux, ainsi qu'à la mobilisation des recettes fiscales, essentielles pour soutenir l'investissement public. « Les Douanes jouent un rôle de première ligne dans la consolidation des recettes de l'État et dans la protection de l'économie nationale, tout en garantissant une régulation équilibrée du commerce extérieur », a-t-il déclaré. Pour sa part, le général-major Bakhouche a souligné le rôle de cette institution dans la régulation des échanges, la lutte contre la fraude et la contrebande, mais aussi dans la mobilisation des recettes fiscales, indispensables au financement des politiques publiques. « Les Douanes algériennes sont aujourd'hui fières de leur implication active dans la construction de l'Algérie nouvelle », a-t-il déclaré, mettant en avant les avancées notables en matière de digitalisation, de formation des ressources humaines et de coopération interinstitutionnelle avec la Sûreté nationale, la Gendarmerie et l'Armée nationale populaire.

IMMATRICULATION DES VÉHICULES IMPORTÉS DE "MOINS DE 3 ANS"

Calendrier spécial pour la réception des dossiers

Par R E.

Un calendrier spécial a été élaboré pour la réception des dossiers d'immatriculation des véhicules importés de "moins de 3 ans", afin de mieux gérer le nombre important de demandes et de garantir le bon déroulement de cette opération, a indiqué une responsable au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire. Dans une déclaration à l'APS, la sous-directrice de l'état et de la circulation des biens au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Mme Farida Lataoui, a affirmé qu'"aucun dossier ne sera exclu", précisant que des "commissions ont été installées dans toutes les wilayas pour veiller au bon déroulement de cette opération, loin de tout dysfonctionnement". Le ministère a "établi un calendrier pour la réception des dossiers de délivrance des cartes grises des véhicules importés de moins de 3 ans au niveau des services d'immatriculation des wilayas, pour des raisons purement organisationnelles, sans pour autant exclure

aucun dossier", a-t-elle ajouté, soulignant que l'objectif de ce calendrier était de "maîtriser le flux des demandes au niveau des services d'immatriculation". Mme Lataoui a, dans ce cadre, rappelé que "les véhicules dédouanés avant le 31 décembre 2024 ont vu leurs dossiers réceptionnés à partir du 11 mai 2025", tandis que "ceux dédouanés à partir du 1er janvier 2025, leurs dossiers ont été reçus à partir du 22 juin 2025". Les propriétaires de véhicules importés, n'ayant pas pu déposer leurs dossiers auprès des services d'immatriculation dans les délais fixés, pourront "le déposer ultérieurement", selon la même responsable. "Le fichier national d'immatriculation a été mis en service en mai dernier, a-t-elle poursuivi, précisant que ce dernier renferme l'ensemble des informations relatives au véhicule et à son propriétaire, ainsi que le numéro d'identification national du véhicule (numéro d'immatriculation)". Ce système concerne actuellement "la délivrance des cartes d'immatriculation des véhicules utilitaires et de tourisme de moins de 3 ans, importés par les citoyens, en attendant sa généralisation prochaine à

toutes les catégories de véhicules, quel que soit leur mode d'acquisition (importés, neufs ou anciens déjà immatriculés)". Ce fichier dispose d'un "système d'information relié à une base de données relatives aux véhicules importés au niveau des Douanes, à même d'assurer une plus grande précision et transparence dans le traitement des dossiers, mais aussi un traitement instantané, grâce aux avantages offerts par la numérisation", a-t-elle affirmé. Dans cette optique, Mme Lataoui a fait état de "l'installation de commissions dans toutes les wilayas, afin de veiller au bon déroulement de l'opération d'immatriculation des véhicules importés de moins de 3 ans, et ainsi éviter tout dysfonctionnement". Ces commissions de wilaya effectuent des visites de terrain aux services d'immatriculation pour s'enquérir du bon fonctionnement du nouveau système d'information. Elles ont également été renforcées par un dispositif supervisé par les inspecteurs généraux des wilayas, "pour s'enquérir de près de toutes les opérations relatives à l'immatriculation des véhicules importés de moins de 3 ans".

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LA 24^e ÉDITION DU SITEV S’OUVRE À ALGER AVEC PLUS DE 320 EXPOSANTS

La destination Algérie en ligne de mire

Le coup d'envoi de la 24e édition du Salon international du tourisme et des voyages (SITEV) a été donné hier après-midi au Palais des expositions des Pins maritimes à Alger, dans une ambiance marquée par une forte présence étrangère et un foisonnement d'initiatives tournées vers la modernisation du secteur touristique. Avec plus de 320 exposants, venus d'Algérie et de l'étranger, et la participation de 27 pays d'Europe, d'Afrique et d'Asie, le salon confirme son envergure. L'ouverture au grand public est prévue pour aujourd'hui à partir de 9h00.

Par Mourad M.

Cette édition se distingue par son ambition claire de faire de l'Algérie une destination touristique de premier plan. Amine Belhouadjeb, commissaire du salon, l'a bien dit à la télévision algérienne : « Le SITEV est bien plus qu'un salon. C'est une vitrine de la richesse touristique de notre pays, mais aussi un carrefour stratégique de partenariats, d'innovations et d'opportunités économiques ». Cette année, le SITEV accueille des délégations venues de Chine, Turquie, Thaïlande, Malaisie, Espagne, Italie, Allemagne, Serbie, Hongrie, Sénégal, Zimbabwe et de nombreux autres pays. Pour beaucoup d'opérateurs étrangers, c'est une première immersion dans le potentiel de l'Algérie, avec des circuits organisés notamment dans la Casbah, à Tamanrasset ou dans le Grand Sud. « De nombreux partenaires européens ont été agréablement surpris par la diversité de nos paysages, la richesse de notre patrimoine et l'hospitalité des Algériens. Leurs témoignages sont très encourageants pour l'avenir », a souligné M. Belhouadjeb dans une déclaration à la télévision nationale. Sous le slogan « Voyagez au cœur de l'Algérie

et profitez d'un tourisme authentique et d'une civilisation millénaire », cette édition met l'accent sur le tourisme saharien et culturel. Ces deux axes sont perçus comme des atouts majeurs pour singulariser la destination Algérie. Un espace est d'ailleurs entièrement dédié aux wilayas du Sud, avec une forte présence d'artisans de Tamanrasset, Ghardaïa et Biskra, ainsi que des stands qui valorisent l'artisanat, les traditions et la gastronomie locale. Le commissaire du SITEV insiste : « Il ne peut y avoir de tourisme sans culture ni identité. À travers l'artisanat, la cuisine et les coutumes locales, nous offrons aux visiteurs une expérience immersive unique ». Parmi les nouveautés de cette édition, un pavillon de plus de 100 m² est consacré aux jeunes entrepreneurs et aux startups. On y découvre des projets liés à la numérisation du tourisme, aux applications mobiles de réservation ou encore à la cartographie interactive des circuits touristiques. « La numérisation n'est plus un choix, c'est une nécessité. Elle facilite l'accès à l'offre touristique, modernise l'expérience utilisateur et renforce notre compétitivité », explique Amine Belhouadjeb. Plus de 20 conventions de partenariat sont attendues durant l'événement, dont certaines avec des partenaires chi-

nois, et d'autres entre startups algériennes et groupes économiques nationaux. Le SITEV ne se contente pas de promouvoir des destinations. Il se positionne comme un véritable catalyseur pour l'investissement dans le secteur touristique, en facilitant les rencontres entre porteurs de projets, institutions et entreprises étrangères. L'objectif affiché est clair : soutenir la diversification de l'économie nationale et réduire la dépendance aux hydrocarbures. « Nous voulons que le tourisme soit un pilier économique à part entière. Cela passe par l'accompagnement des PME, l'activation de l'investissement local et l'exportation de notre image à l'international », a martelé M. Belhouadjeb. En somme, ce Salon constituera une opportunité pour « explorer les différentes destinations touristiques et les services d'hébergement disponibles ». Elle « permettra également aux opérateurs et professionnels du secteur, tels que les agences de voyage, les établissements hôteliers, les sociétés de transport et les Start-up spécialisées dans le domaine de la numérisation et de la promotion touristique, de présenter et de commercialiser leurs programmes mais aussi de braquer la lumière sur les destinations les plus attrayantes, notamment sahariennes ».

COMMERCE/ SAISON ESTIVALE

Des campagnes de sensibilisation pour la prévention contre les intoxications alimentaires

Les équipes d'agents de contrôle relevant du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national poursuivent, dans le cadre de la prévention contre les intoxications alimentaires durant la saison estivale, les campagnes de sensibilisation à l'égard des citoyens et des opérateurs économiques à travers les wilayas du pays, en coordination avec les différents secteurs concernés, indique samedi un communiqué du ministère. Inscrites dans le cadre du programme national de

prévention contre les intoxications alimentaires pour la saison estivale, ces campagnes sont organisées sous le slogan : "Ensemble pour un été sans intoxications alimentaires". Ces initiatives visent à renforcer la conscience collective quant à l'importance du respect des règles d'hygiène et de la sécurité alimentaire, notamment en période de canicule qui accroît les risques d'intoxication résultant d'une mauvaise conservation ou préparation, ou encore d'une exposition anarchique de produits

périssables, ajoute le communiqué. Ces campagnes prévoient des visites d'inspection sur les plages, dans les commerces, les restaurants, les kiosques saisonniers et les points de vente de boissons et de glaces outre l'organisation de rencontres directes avec les citoyens pour leur donner des conseils pratiques sur les bonnes habitudes alimentaires, tout en les incitant à signaler toute infraction susceptible de porter atteinte à leur santé. A ce titre, le ministère a affirmé que ces cam-

pagnes de prévention se poursuivront tout au long de la saison estivale, en coordination avec les différents corps de sécurité, dont la Police et la Gendarmerie nationale (GN), en vue de garantir une saison estivale sécurisée et exempt d'intoxications alimentaires. A cette occasion, le ministère a invité tous les citoyens et les opérateurs à adhérer activement à ces efforts collectifs visant à préserver la santé publique.

OPEP

La demande pétrolière restera forte jusqu'en 2050

Par M. A.

Alors que certaines institutions internationales, comme l'Agence internationale de l'énergie (AIE), annoncent une baisse imminente de la consommation pétrolière mondiale, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) trace une trajectoire tout autre. Dans son dernier rapport sur les perspectives mondiales à long terme, l'organisation affirme que la demande mondiale de pétrole ne connaîtra pas de pic avant 2050. Elle poursuivra sa progression au rythme des besoins croissants des économies en développement, notamment en Asie. Selon les prévisions de l'OPEP, la demande mondiale atteindra 113,3 millions de barils par jour d'ici 2030, contre 103,7 millions en 2024. Cette croissance se

poursuivra sur le long terme pour atteindre 122,9 millions de barils par jour à l'horizon 2050, soit une hausse de 19,2 millions de barils/jour sur un quart de siècle. L'organisation justifie cette trajectoire par la croissance démographique, l'urbanisation rapide, l'industrialisation dans les pays du Sud, mais aussi par la lenteur de la transition énergétique dans certaines régions. L'Asie et le Pacifique se positionnent comme les principaux moteurs de cette hausse, soutenus par une expansion économique soutenue. Cette dynamique de la demande alimente également les projections de croissance des échanges pétroliers. Le commerce mondial du pétrole (brut, condensats et produits raffinés) devrait augmenter de 11 % d'ici 2030, pour atteindre 61 millions de barils/jour, contre 55 millions en 2024. À l'horizon 2050, ce volume passe-

rait à 67,5 millions de barils/jour. Le commerce du brut et des condensats s'élèverait à 41,7 millions de barils/jour en 2030 et 47,3 millions en 2050, tandis que les produits raffinés progresseraient à 19,85 millions de barils/jour en 2030 et 21,16 millions en 2050. Pour répondre à cette demande, le Moyen-Orient jouera un rôle central. Ses exportations de brut et condensats devraient atteindre 20,2 millions de barils/jour d'ici 2030, contre 17,4 millions en 2024, et grimper à 28,15 millions à l'horizon 2050. L'Asie-Pacifique captera l'essentiel de ces flux, avec des importations en provenance du Moyen-Orient estimées à 23,5 millions de barils/jour en 2050, contre 15,2 millions en 2024. D'après les projections de l'OPEP, les principales régions exportatrices de brut et de condensats d'ici 2030 seront le

Moyen-Orient avec 20,2 millions de barils par jour, suivi par l'Amérique latine qui devrait atteindre 6 millions de barils par jour. Les États-Unis et le Canada exporteront quant à eux 5,29 millions de barils par jour. L'Afrique se positionnera avec 5,19 millions de barils par jour, juste devant la Russie et la mer Caspienne qui devraient exporter 5,01 millions de barils par jour. Le dernier rapport de l'OPEP envoie un message clair : le pétrole continuera de dominer le paysage énergétique mondial jusqu'en 2050. En insistant sur une demande durablement forte et un commerce pétrolier en expansion, l'organisation conteste l'idée d'un avenir énergétique à court terme sans pétrole. Pour l'OPEP, l'ère pétrolière est loin d'être terminée, et les équilibres géopolitiques liés à l'énergie resteront profondément marqués par cette réalité.

9^e FORUM DE L'OPEP À VIENNE
Discussions entre la délégation de Sonatrach et de grandes entreprises énergétiques mondiales

Par R. E.

La délégation de Sonatrach, participant aux travaux du 9^e Forum de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui s'est tenu les 9 et 10 juillet à Vienne (Autriche), a mené une activité intense, marquée par une série de rencontres avec des responsables de plusieurs grandes entreprises internationales dans le domaine de l'énergie, a indiqué jeudi un communiqué du groupe. Dans ce cadre, la délégation, conduite par le vice-président directeur général chargé de l'activité exploration et production, Farid Djettou, a eu des entretiens avec les représentants des sociétés Chevron, OQ, TotalEnergies, Cepsa, British Petroleum, ainsi que la Compagnie pétrolière nationale de Libye, précise le communiqué. Ces rencontres se sont déroulées en présence du secrétaire général de Sonatrach, Abdelkader Zerrouki, du directeur général des hydrocarbures au ministère de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Amine Remini, ainsi que du président du conseil d'administration de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), Bakhti Samir. Le stand de Sonatrach, au salon organisé en marge du forum, a connu, lors de la dernière journée de l'événement, une forte affluence des visiteurs, dont le secrétaire général du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), Mohamed Hamel qui a visité le stand. La participation de Sonatrach à cet événement, considéré comme l'un des principaux rendez-vous internationaux dans le secteur de l'énergie, traduit l'engagement du groupe à accompagner les efforts de l'Algérie en tant que membre actif de l'OPEP, indique la même source. Cette participation reflète également, selon la même source, la volonté de Sonatrach de concrétiser ses engagements en tant que pôle industriel de référence dans le domaine des hydrocarbures à l'échelle continentale, ainsi qu'un acteur majeur aux niveaux méditerranéen et international.

MATIÈRES PREMIÈRES
Flambée du cuivre
et du café
impactés par les
tarifs douaniers
américains

Les cours du cuivre et du café ont été fortement affectés par l'annonce du président américain Donald Trump d'appliquer de nouvelles hausses de droits de douane dès le 1er août prochain. Cette offensive douanière a fait bondir le prix du cuivre à un record à New York à 5,68 dollars la livre, contrairement à la Bourse des métaux de Londres (LME), où ce métal était en baisse. Les acheteurs américains se précipitent pour constituer des stocks avant l'entrée en vigueur des taxes douanières et sont donc près à acheter à un coût bien plus élevé qu'ailleurs. Les taxes douanières américaines de 50% à partir du 1er août sur les importations en provenance du Brésil, ont aussi pesé également sur les cours du café, dont le robusta échangé à Londres. A New York, les prix sont initialement montés car les acheteurs américains souhaitaient constituer des réserves avant l'entrée en vigueur des taxes douanières, avant de retomber. Sur l'ICE Futures US de New York, la livre d'arabica pour livraison en septembre valait 288,35 cents, contre 289,60 cents jeudi dernier (le 4 juillet étant férié aux Etats-Unis). En dehors des Etats-Unis, les cours du café sont tombés face aux craintes d'une baisse de la demande. Sur le Liffe de Londres vendredi, la tonne de robusta pour livraison en septembre s'échange à 3.244 dollars, peu après avoir atteint ses plus bas niveaux depuis mars 2024, contre 3.677 dollars sept jours plus tôt à la clôture. Le prix de l'or est resté stable vendredi, l'once d'or (31,1 g) s'échangeait à 3.364,81 dollars, contre 3.337,15 dollars sept jours plus tôt à la clôture. Egalement considéré comme une valeur refuge, l'argent a touché un nouveau plus haut depuis septembre 2011, à 38,24 dollars l'once.

MONNAIE
Le dollar termine
en hausse

Le dollar progresse vendredi, porté par l'espoir que la Réserve fédérale (Fed) maintienne ses taux en raison des risques d'inflation, notamment face à la politique commerciale de Donald Trump. Vers 19H45 GMT, le billet vert prenait 0,10% à l'euro, à 1,1689 dollar, et montait de 0,58% par rapport à la livre, à 1,3502 dollar.

ALGÉRIE-TUNISIE
Un stage de formation conjoint en
plongée entre les services de la Protection
civile des deux pays

Un stage de formation conjoint en plongée a été organisé entre les services de la Protection civile algérienne et son homologue tunisienne, dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale, de l'intensification de la coordination et de l'échange d'expertise entre les deux parties, a indiqué vendredi un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire. Ce stage qui s'est déroulé en Tunisie, sous la supervision et l'encadre-

ment d'une élite de cadres et de spécialistes des deux pays, reflète "l'engagement des deux Etats à développer les capacités techniques et opérationnelles des agents de la protection civile et à renforcer leur niveau de préparation pour faire face aux risques et intervenir rapidement et efficacement lors de catastrophes naturelles, notamment les noyades", a précisé la même source. La protection civile algérienne participe à ce stage avec "quatre formateurs issus de l'élite de ses cadres, reconnus pour leurs hautes com-

pétences et qualifications à l'échelle internationale, en sus de nombre de plongeurs en formation qui bénéficieront d'un entraînement théorique et pratique tout au long du stage", selon la même source. Cette session constitue "un nouveau jalon de la coopération conjointe entre les deux pays frères dans le domaine de la prévention et de l'intervention, notamment en milieux marins". Elle vise à "unifier les concepts et à renforcer les méthodes d'intervention en cas d'urgences liées à l'eau".

AAPI
Publication de 75 assiettes foncières destinées à l’investissement
dans la nouvelle ville de Boughezoul

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a annoncé, jeudi dans un communiqué, le lancement de la publication d'une offre regroupant 75 assiettes foncières destinées à la réalisation de projets d'investissement au niveau de la nouvelle ville de Boughezoul, sis dans les wilayas de Djelfa et Médéa. Ces assiettes foncières, relevant du domaine privé de l'Etat, sont pour la plupart à vocation industrielle et orientées vers plusieurs activités telles que l'industrie pharmaceutique, l'industrie

électrique et électronique, les énergies renouvelables, le stockage, la recherche et le développement. L'AAPI a invité les investisseurs souhaitant bénéficier de ces assiettes foncières à accéder à la plateforme numérique via le lien : https://invest.gov.dz/land_offer/land_consult, afin de consulter l'offre disponible et soumettre leurs demandes. La liste des biens fonciers proposés restera disponible sur la plateforme pendant 30

jours. Les demandes seront ensuite étudiées de manière numérique, selon un système d'évaluation des projets, et ce conformément aux dispositions du décret exécutif 23-487 fixant les conditions et modalités de concession convertible en cession du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement.

SMSI 2025
Une photo d’un
photographe algérien
parmi les dix meilleures
au monde

Une photo prise par un photographe algérien s'est classée parmi les dix meilleures au monde dans le cadre du concours photo du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI 2025), organisé à Genève (Suisse), a indiqué vendredi un communiqué du ministère de la Poste et des Télécommunications. La photo est l'œuvre du photographe Yacine Imadalou, de l'entreprise Algérie Télécom. L'annonce de cet exploit a eu lieu aujourd'hui en présence du ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, qui a présenté ses félicitations au photographe et exprimé sa "fierté de cette distinction, qui reflète le talent et la créativité des jeunes algériens dans différents domaines". La photo intitulée "Au sommet de la connectivité" rend hommage aux "techniciens d'Algérie Télécom, et à travers eux, à ceux de l'ensemble des opérateurs, pour leurs efforts visant à assurer la continuité des services de télécommunications à travers tout le pays, notamment lors de leurs interventions en altitude sur les antennes relais dans des conditions parfois extrêmes". Le concours a vu la participation de centaines de photos des différents pays, mettant en lumière le rôle des technologies de l'information et de la communication dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

HYDROCARBURES
Le pétrole termine en hausse

Les cours du pétrole ont terminé la semaine en hausse, en dépit des nouvelles menaces douanières de Donald Trump. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, a gagné 2,51% à 68,64 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en août, a pris 2,82% à 66,57 dollars.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL			وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE		
عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 08 جويلية 2025 Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 08 Juillet 2025					
Prix du détail ¹ DA / Kg			أسعار التجزئة ² دج / كغ		
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	59	66	51	البطاطا
	Tomate	74	88	60	الطماطم
	Oignon sec	42	49	35	البصل الجاف
	Ail vert	426	492	359	الثوم الخضراء
	Carotte	93	105	82	الجزر
	Navet	99	110	87	لفت
	Poivron	101	114	88	الفلفل الاخضر
	Piment	122	139	105	الفلفل الحار
	Courgette	88	100	76	الكوسة
	Haricot vert	234	255	213	الفاصولياء الخضراء
Laitue	99	113	86	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	395	465	324	التفاح المحلي
	Datte	582	713	450	التمر
	Banane	423	434	411	الموز
	Melon	108	125	92	البطيخ الاصفر
	Pastèque	73	85	60	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1769	1913	1626	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	349	363	336	الدجاج
	Œufs (Unité)	15	17	14	الببيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	426,00	+1,43	0,58	0,99	8,22	7,04	161	68 586,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 450,00	1450,00	0,00	1,13	2,53	0,00	-	18342	26 595 900,00
BIOPHARM	BIO	2 450,00	NC	0,00	0,00	3,78	7,35	7,35	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,00	1,33	12,10	5,43	40000	92 000 000,00
EGH El Aurassai	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,39	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-1,96	2,03	-	0	0,00

TIRÉE PAR LA BAISSSE DES PRIX ALIMENTAIRES

L'inflation recule à 4,1 % en 2024

Après trois années marquées par une hausse soutenue des prix à la consommation, l'inflation en Algérie a connu un net ralentissement en 2024, atteignant 4,1 %. Cette tendance s'explique principalement par la forte décélération des prix des produits alimentaires, notamment les fruits, les légumes et les œufs. Un indicateur encourageant qui reflète l'impact des mesures engagées par le gouvernement pour préserver le pouvoir d'achat.

Par Sirine R.

Selon les données de l'Office national des statistiques (ONS), l'indice général des prix à la consommation a enregistré une augmentation de +4,1 % en 2024, marquant une nette baisse par rapport aux +7,2 %, +9,3 % et +9,3 % observés respectivement entre 2021 et 2023. Cette accalmie est principalement attribuée à la forte modération de la hausse des prix des biens alimentaires, qui est passée de +13,3 % en 2023 à seulement +3,3 % en 2024.

Cette tendance à la baisse est en grande partie le résultat d'une diminution des prix des produits agricoles frais, notamment les fruits frais (-19,2 % contre +31,6 % en 2023), les légumes frais (-4,7 % contre +15,8 % en 2023) et les œufs (-17,3 % contre +21,7 % en 2023), a précisé l'ONS dans sa note.

L'indice général des prix à la consommation du Grand Alger s'est établi à 281,4 points en 2024.

Depuis l'année de référence (2001), le niveau général des prix a été multiplié par 2,8. Les prix des biens alimentaires ont vu leur niveau moyen être multiplié par 3,1, tandis que

celui des services a été multiplié par 2,4.

Dans le détail, et après des hausses substantielles entre 2021 et 2023, le rythme de la croissance des prix des biens alimentaires a considérablement ralenti en 2024 pour atteindre +3,3 %. Cette performance est tirée par les produits agricoles frais (+4,5 %), avec des baisses notables pour les œufs et les fruits frais, qui enregistrent leurs plus fortes diminutions depuis 2015. Les prix du lait, du fromage et de leurs dérivés ont même enregistré une baisse de -1,0 % en 2024, une première depuis 2015.

Quant au groupe Habillement-Chaussures, il a connu une augmentation de +6,5 % en 2024, un rythme moins soutenu que les +8,5 % de 2023. Cependant, les tissus, la couture et la mercerie ont vu leurs hausses s'accélérer.

En outre, le groupe Logement et Charges a affiché des variations modérées, passant de +1,5 % en 2023 à +1,3 % en 2024. Les loyers et charges ont connu une augmentation de +1,7 %, tandis que les tarifs de l'électricité, du gaz, de l'eau potable et des combustibles sont restés stables.

Par ailleurs, pour l'indice des prix du groupe Santé et Hygiène Corporelle, le rythme de la

hausse a diminué de moitié par rapport à 2023, atteignant +5,3 %. La hausse des prix des médicaments sur ordonnance et non remboursables a considérablement ralenti.

En revanche, les appareils et matériels thérapeutiques ont enregistré une hausse marquée de +19,7 %, la plus prononcée depuis 2015. Les catégories Transports et Communication ont enregistré des hausses modérées, passant de +0,9 % en 2023 à +0,8 % en 2024. Les prix des postes et télécommunications ont stagné pour la quatrième année consécutive.

En outre, après des hausses sensibles les années précédentes, les prix du groupe Éducation, Culture et Loisirs ont vu leur rythme baisser drastiquement pour atteindre +0,2 % en 2024. Les fournitures scolaires ont également connu un net ralentissement des prix.

En somme, l'année 2024 marque un tournant dans la tendance inflationniste en Algérie, avec un ralentissement notable, tiré principalement par la baisse des prix des produits alimentaires frais. Cette évolution positive offre un répit aux ménages, après plusieurs années de pressions inflationnistes soutenues.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'ONU abrite un Forum de haut niveau à partir de lundi

Par R E.

Un Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) se tiendra au siège des Nations Unies à New York du 14 au 23 juillet, pour mettre en avant des approches "concrètes" et fondées sur les faits pour combler les retards accumulés, dans la foulée des crises climatique, sociale et économique, a annoncé l'ONU. Organisée sous l'égide du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), l'édition 2025 du Forum regroupera ministres, experts et acteurs de la société civile du monde entier pour relancer la course vers les Objectifs de développement durable (ODD), à cinq ans de l'échéance. Il rassemblera aussi des jeunes, des élus locaux, des ONGs, des chercheurs, des entreprises et les agences de l'ONU. Le FPHN 2025 a été convoqué dans la foulée de la Conférence internationale sur le financement du développement, qui s'est tenue à Séville début juillet, qui avait alerté que "sans un sursaut immédiat", les 4.000 milliards de dollars manquants chaque année pour atteindre les ODD resteront hors de portée. D'où l'appel à des investissements massifs et à une refonte du système financier mondial. Le FPHN 2025 axera sur le thème : "Promouvoir des solutions durables, inclusives, fondées sur la science et les données factuelles pour l'Agenda 2030 et ses Objectifs de développement durable, sans laisser personne de côté". Pour les organisateurs, "l'heure n'est plus aux constats mais à l'action". Le Forum mettra l'accent sur la bonne santé et le bien-être (ODD 3), l'égalité entre les genres (ODD 5) le travail décent et la croissance économique (ODD8), la vie aquatique (ODD 14) et les partenariats pour la réalisation des objectifs (ODD 17). Plusieurs dizaines d'Etats présenteront leur bilan de mise en œuvre des ODD, entre avancées concrètes et défis persistants. Cette session, qui marque un moment charnière, posera les bases du prochain Sommet des ODD en 2027, où les dirigeants mondiaux dresseront le dernier état des lieux et traceront la voie jusqu'à 2030.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Aligner les formations aux exigences du marché

Par Reda Hadi.

L'Algérie amorce un tournant stratégique au niveau de la formation professionnelle en mettant en œuvre une série de réformes ambitieuses pour l'année académique 2025-2026. Selon une directive ambitieuse, le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Mehdi Oualid, a annoncé une transformation radicale du système éducatif pour mieux aligner les formations aux exigences du marché de l'emploi et des nouvelles technologies. L'intention principale est de transformer la manière de former afin d'intégrer plus efficacement les jeunes dans l'économie nationale. La réforme vise à aligner de façon optimale les formations sur les secteurs stratégiques nationaux. Les industries telles que l'agriculture, l'énergie, et le numérique sont renforcées, avec un nombre accru de nouveaux étudiants. Par exemple, chaque année, 35 000 apprentis se formeront aux métiers de l'agriculture et de l'agroalimentaire. De plus, dans un délai de cinq ans, 5 000 jeunes seront préparés aux énergies renouvelables. Le secteur numérique verra également une augmentation avec la formation de 20 000 spécialistes en trois ans. À l'inverse, des domaines perçus comme secondaires, tels que l'administration, subiront un recul de 30% dans leur représentation. La réorientation est soutenue par des études détaillées de l'économie locale pour maximiser l'employabilité des jeunes diplômés. Un aspect clé de cette réforme est la transformation de l'approche pédagogique. Le ministère adopte une approche

par compétences, remplaçant les semestres traditionnels par une évaluation continue des compétences pratiques.

Avec cela, le Référentiel national des formations et compétences (RNFC) a été lancé pour structurer les contenus en blocs de compétences évaluables. Le volet numérique n'est pas en reste : les inscriptions se feront uniquement en ligne via la plateforme takwin.dz, et une nouvelle plateforme, tamhin.dz, aidera les apprentis à trouver des entreprises d'accueil.

Environ 30 000 jeunes seront accueillis dans des formations à distance, et 1 000 formateurs seront formés à l'utilisation d'outils numériques. Dès septembre 2025, la formation des formateurs se concentrera sur l'utilisation des nouvelles technologies et référentiels, avec l'intégration de modules sur les « soft skills » comme la communication et le travail d'équipe pour mieux se préparer aux exigences professionnelles.

Cette note définit "les offres de formation sur la base d'une étude approfondie de l'environnement économique, en se focalisant sur les secteurs stratégiques à priorité nationale". A titre d'exemple, la note fait état d'une augmentation à hauteur de 55% du nombre de stagiaires orientés vers le secteur de l'industrie", d'une hausse de 35% du nombre de stagiaires dans le secteur du bâtiment et des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH)", et d'une réduction progressive de 30% des offres de formation dans les spécialités relatives à l'administration et à la gestion".

La réforme cherche également à encourager l'inclusion et la mobilité géographique des étudiants. Les jeunes seront incités à suivre leur formation hors de leur wilaya d'origine pour élargir leurs opportunités professionnelles. De plus, des initiatives sont mises en place pour les personnes handicapées, notamment les autistes : 5% des places pédagogiques leur sont réservées, 100 établissements seront adaptés, et des formateurs spécialisés seront recrutés. Une innovation notable est que les élèves de deuxième et troisième année du secondaire pourront accéder à tous les cursus de formation, y compris les programmes techniques. Le secteur privé agréé offrira de nouvelles spécialités pertinentes. Enfin, une importante campagne de communication nationale fera la promotion des nouvelles orientations et sensibilisera les jeunes à l'importance des compétences professionnelles.

S'agissant de la formation des formateurs, "le mois de septembre 2025 sera entièrement consacré à un programme intensif de formation des formateurs, axé sur la maîtrise de l'approche par compétences, l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour l'enseignement (TICE) et les dernières avancées technologiques". La prochaine rentrée de formation sera également "sans papier", indique le document, d'autant que "toutes les opérations d'inscription se feront via la plateforme +takwin.dz+". En outre, une deuxième plateforme, "+tamhin.dz+", sera lancée pour "faciliter la mise en relation des jeunes souhaitant se former en mode apprentissage avec les entreprises économiques".

TOUGGOURT

Plusieurs projets en réalisation pour la promotion des activités sportives et juvéniles

Plus de 22 projets sont en cours de réalisation dans le cadre des efforts visant la promotion des activités sportives et juvéniles dans la wilaya de Tougourt, a-t-on appris samedi auprès de la direction locale de la Jeunesse et des Sports (DJS). Ce programme, doté d'une enveloppe de plus de 450 millions DA, englobe la réhabilitation de stades communaux de football, à l'instar de ceux de Tebesbest, El-Hedjira et Mégarine, la réalisation de neuf (9) aires de boulistique et l'aménagement de campings et auberges de jeunes dans les communes de Nezla et Taïbet, a-t-on indiqué. Il concerne aussi la réalisation d'une piscine au niveau du complexe de proximité de Mégarine, a-t-on ajouté, en signalant l'inscription d'un projet pour la réalisation du nouveau siège de la DJS, pour un financement de 180 millions DA, et la rénovation d'équipements et matériels destinés aux structures sportives et juvéniles. La concrétisation de ces opérations vise à créer un environnement adéquat pour le développement des activités sportives et juvéniles dans la région, en plus d'encourager l'adhésion des jeunes à ces activités, a conclu la même source.

CONSTANTINE

Une dynamique de développement soutenue dans la commune d’Ain Abid

Le développement local dans la commune d'Ain Abid, située au sud-est de Constantine, a connu, ces dernières années, une dynamique soutenue, dictée par la transition socioéconomique et démographique de cette collectivité locale. Compte tenu du caractère rural et agricole de la commune d'Ain Abid, une région étroitement liée aux Offensives du Nord-Constantinois du 20 août 1955, et son emplacement stratégique sur la route nationale (RN) 20 reliant Constantine à Guelma avec des bretelles vers Annaba, la commune d'Ain Abid se distingue par une vigueur de développement basée essentiellement sur la modernisation et le renforcement des infrastructures et la diversification de l'économie, selon le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Abdelmalek Medjmedj. Le développement local à Ain Abid "n'est plus une option, mais un enjeu stratégique que les responsables locaux s'attendent à réussir pour un avenir durable et inclusif", a indiqué le même responsable, précisant que les efforts de développement ont touché tous les secteurs, contribuant ainsi à une amélioration palpable du cadre de vie de la population ciblée

BOUMERDÈS

Création d’une école supérieure des enseignants à la prochaine rentrée universitaire

Une école supérieure de formation destinée aux enseignants du cycle primaire entrera en service dès la prochaine année universitaire 2025/2026 au sein de l'université de Boumerdes, M'hamed Bouguerra, a fait savoir un responsable de cette dernière.

Le recteur de l'université M'hamed Bouguerra, Nouredine Abdelghani, a indiqué hier jeudi, dans une déclaration à l'APS en marge d'une session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), consacrée à l'examen de divers dossiers de développement, que cette université "renforcera" ses structures avec une école supérieure des enseignants du primaire dans un premier temps, et que cette expérience sera élargie à l'avenir aux autres cycles de l'enseignement. Selon le recteur, cette initiative s'inscrit dans le cadre des directives du ministère de l'En-

seignement supérieur visant à consolider la numérisation et à généraliser l'utilisation de la langue anglaise dans l'enseignement primaire, estimant que cette filière pédagogique "va promouvoir les compétences de l'enseignant et améliorer la communication linguistique entre les enseignants". Pour rappel, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique avait annoncé en mars dernier, dans un communiqué, le projet de création d'écoles supérieures des enseignants dans les pôles universitaires, l'ouverture d'annexes dans certaines universités, et

la possibilité d'orienter les bacheliers de la session juin 2025, filière littéraire, vers des spécialités scientifiques modernes. Dans un autre contexte, le recteur Abdelghani a souligné que les différentes facultés et instituts de l'université M'hamed Bouguerra ont remporté 16 labels "projet innovant" sur les 348 projets réalisés au titre de l'année universitaire 2024/2025. Il a également relevé les "efforts consentis" au niveau de son université pour "l'accompagnement des start-up et des entreprises économiques et la consolidation et la culture de l'entrepreneuriat "

IN-SALAH

Les dattes primeurs entre abondance de l’offre et chute des prix

Les dattes saisonnières primeurs, actuellement en abondance sur les étals du marché couvert des fruits et légumes d'In-Salah, connaissent une baisse vertigineuse de leurs prix, chutant, en l'espace d'un mois des premières cueillettes, de 800 DA à 250 DA/kg, a-t-on constaté sur place. Cette baisse, favorablement accueillie, aussi bien par les consommateurs que les revendeurs dans d'autres wilayas voisines, est expliquée par les res-

ponsables de la direction des services agricoles (DSA) aux primes d'une production abondante, fruit du soutien aux agriculteurs en matière d'électrification agricole, d'approvisionnement en intrants agricoles et de campagnes de traitement des palmiers contre les maladies parasitaires, dont le « Boufaroua ». Selon le directeur des services agricoles (DSA) de la wilaya, DSA, Allet Aloui, cette amélioration de la production de dattes primeurs est im-

putée aux intenses opérations de plantation et de rajeunissement des effectifs phœnicicoles, accordées aux agriculteurs de la wilaya d'In-Salah, à la faveur d'un appui de 160 millions DA, entrant dans le cadre du programme national global de plantation d'un million de palmiers à travers le territoire national. La wilaya d'In-Salah s'est vue accorder un projet de peuplement de 500 ha en palmiers, notamment de variétés « Aguez », très sollicitée sur le marché pour

sa couleur dorée, sa saveur et son calibre. Dans le but de valoriser les efforts des agriculteurs de la région dans le développement et la diversification de la richesse phœnicicole, une équipe technique poursuit l'opération de recensement de l'effectif de palmiers de la région, totalisant plus de 40 variétés inventoriées au niveau des trois communes de la wilaya (In-Salah, Foggaret -Ezzoua et In-Ghar), a indiqué l'agronome Abderrahmane Chegga.

TISSEMSILT

Le wali effectue une visite inopinée au chantier stratégique de la RN 127

Dans une démarche de suivi rigoureux et de proximité avec les grands chantiers structurants de la wilaya, le wali de Tissemsilt, M. Fethi Bouzaid, a effectué ce mardi matin une sortie de terrain inopinée sur le projet d'envergure de la double voie de la Route nationale n°127, reliant la commune de Laâyoune (Tissemsilt) à l'autoroute Nord-Sud, sur une distance stratégique de 73 kilomètres. Ce projet, à forte portée économique et sociale, constitue un maillon essentiel pour désenclaver la région, fluidifier les échanges inter-

wilayas, et relier efficacement le tissu rural de l'Ouarsenis aux grands axes nationaux. La visite a permis au wali de s'enquérir de l'état d'avancement des lots restants du projet, notamment les segments les plus complexes comportant des ouvrages d'art majeurs, ainsi que la réalisation d'un échangeur routier prévu au niveau de la commune de Ksar El Boukhari, dans la wilaya voisine de Médéa. Sur les différents points visités, M. Bouzaid n'a pas caché son mécontentement quant au rythme d'avancement jugé insuffisant.

Lors d'une réunion improvisée sur le chantier, en présence des représentants des entreprises de réalisation, des bureaux d'études et du directeur des travaux publics, il a exprimé son insatisfaction face à la lenteur constatée, qu'il a jugée « inacceptable au vu de l'importance stratégique de ce projet pour les habitants et pour le développement régional ». Le wali a ainsi donné une série d'instructions fermes, exigeant une accélération du rythme des travaux.

MILA

Koudiet El Mekilta et Hammam Béni Haroun, classés zones d’expansion touristiques

Les deux sites de « Koudiet El Mekilta » dans la commune de Telleghma et de « Hammam Béni Haroun » dans la commune de Hamala, situés dans la wilaya de Mila, viennent d'être classés zones d'expansion touristique (ZET), a-t-on appris mercredi auprès de la direction locale du tourisme et de l'artisanat. Dans une déclaration à l'APS, la chargée de gestion des affaires de la direction, Lamia Ghodbane, a indiqué que ce classement en vertu du décret exécutif 25-155 du 2 juin 2025 constitue »

un acquis pour la wilaya, notamment pour le secteur du tourisme thermal au regard des grandes potentialités que recèlent les deux régions dans ce domaine ». Publié au journal officiel n 7ce classement fixe la superficie de la ZET de Koudiet El Mekilta à 37,14 hectares et celle de la ZET de Hammam Béni Haroun à 10 hectares, selon la même source. Ce classement sera suivi par l'élaboration de deux plans d'aménagement touristique des deux ZET par les services de l'Agence nationale du foncier touristique pour ac-

cueillir des projets touristiques conformément aux normes requises et renforcer ainsi l'attrait touristique de la wilaya, a noté la même source. Des dossiers de classement en ZET ont été également élaborés pour d'autres sites à potentialités touristiques à l'instar de « Marchou » dans la commune de Mila, « Ouchenak » dans la commune de Tessala Lamtai et « Tizimane » dans la commune de Tassadane Haddada qui sont actuellement en étude au niveau du ministère de tutelle, a-t-on indiqué.

L'industrie gazière redéfinit le méthane comme une «énergie propre»

Une vague de projets de loi dans les assemblées législatives des États américains cherche à classer le méthane, qui réchauffe le climat, comme une source d'énergie « verte » ou « propre. » Des groupes financiers discrets et liés à l'industrie gazière sont à l'origine de cette initiative.

1^{ère} partie

Par Emily Sanders (*)

Une vague de projets de loi dans les assemblées législatives des États américains vise à classer le méthane, qui participe au réchauffement climatique, comme une source d'énergie « verte » ou « propre » afin d'empêcher les communautés de s'éloigner des combustibles fossiles. La législation pourrait menacer l'application des politiques climatiques dans tout le pays, en permettant au gaz de faire partie des énergies propres dans les portefeuilles d'énergies renouvelables des États ou en contrecarrant les efforts locaux visant à réduire progressivement la dépendance à l'égard des combustibles fossiles. Alors que les émissions de méthane sont de plus en plus à l'origine du changement climatique, ces projets de loi dissimuleraient les effets dévastateurs de ce puissant gaz à effet de serre sur l'environnement, tandis que l'administration Trump se plierait aux exigences des donateurs liés aux combustibles fossiles en ce qui concerne la politique fédérale relative au gaz. Les autorités de l'État affirment que ces projets de loi sont nécessaires pour protéger le développement économique local lié à une importante source d'énergie locale. Mais les législateurs n'ont pas eu l'idée tout seuls : le changement de nom est issu d'une législation modèle introduite par l'American Legislative Exchange Council (ALEC), un réseau de lobbying conservateur financé par de grandes entreprises. Et dans un cas au moins, l'industrie gazière elle-même est à l'origine de cette initiative qui vise à renforcer la dépendance des États à l'égard du gaz.

L'ALEC a la réputation de fournir aux législateurs des modèles législatifs favorables aux entreprises, dont de nombreux projets de loi destinés à faire obstacle à l'action climatique. Ces dernières années, le lobby a rédigé des projets de loi visant à dresser une liste noire des entreprises qui boycottent l'industrie des combustibles fossiles et à criminaliser les protestations contre les infrastructures de combustibles fossiles. Bien que les donateurs du groupe aient été en grande partie cachés au public, le deuxième plus grand donateur connu est le magnat des combustibles fossiles Charles Koch, comme l'a révélé une enquête du Center for Media and Democracy.

Une version du projet de loi sur le changement de classification du méthane a été adoptée pour la première fois dans l'Ohio en 2023, après avoir été lancée par l'Empowerment Alliance, un groupe de défense du gaz financé par l'argent noir et dirigé par Tom Rastin et Karen Buchwald Wright, méga-donateurs de Trump et ancien couple de dirigeants de



l'industrie gazière. Selon des documents obtenus par l'organisme de surveillance Energy and Policy Institute et rapportés pour la première fois par le Washington Post, l'Empowerment Alliance a travaillé avec les législateurs de l'État de l'Ohio sur l'idée, tandis qu'ALEC a fourni un modèle de projet de loi et des éléments de langage pour les fonctionnaires. L'ALEC a nié son implication dans la loi de l'Ohio après la publication de l'article du Washington Post. Mais l'été dernier, l'ALEC a publié sur son site web un modèle de projet de loi sensiblement similaire.

Ce projet de loi, intitulé « The Affordable, Reliable, and Clean Energy Security Act » (loi sur la sécurité énergétique abordable, fiable et propre), stipule : « L'énergie verte sera redéfinie comme étant toute énergie produite en utilisant une ressource énergétique dont les émissions sont équivalentes à la norme fixée par le gaz naturel de qualité pipelinier. » (par exemple, celles émises par les poêles à gaz résidentiels) Depuis la publication de ce projet de loi type, un nouveau groupe d'États, dont l'Indiana, le Tennessee, le Mississippi et la Louisiane, ont introduit une législation similaire déclarant que le gaz est une source d'énergie « propre » ou « verte. » Les projets de loi de l'Indiana et du Tennessee sont entrés en vigueur en avril. Le projet de loi du Mississippi est mort en commission en février. Mais le projet de loi de la Louisiane – dont la première version reprenait exactement les termes du modèle de l'ALEC – a été adopté par la Chambre des représentants de l'État le 2 juin et est actuellement examiné par le Sénat. L'Empowerment Alliance promeut la prolifération du projet de loi modèle de l'ALEC sur son site web. « Nous définissons le gaz naturel américain comme une énergie verte et propre, peut-on lire

sur le site. Nous encourageons les 50 États à adopter une législation utilisant le modèle ARC Energy Security comme point de départ pour libérer la prospérité énergétique de chaque foyer et de chaque entreprise. » D'autres groupes de réflexion alliés, financés par les combustibles fossiles, comme le Heartland Institute et l'Institute for Energy Research, ont également soutenu ce modèle de législation. Mais les défenseurs des énergies propres et les experts estiment que ces projets de loi constituent une tentative manifeste de l'industrie des combustibles fossiles d'empêcher toute transition locale vers l'abandon de leurs produits, qui menacent gravement la qualité de l'air et le climat au niveau local.

« Il s'agit simplement d'un grand effort d'écoblanchiment d'une source d'énergie sale », a déclaré Gabe Filippelli, directeur exécutif de l'Environmental Resilience Institute et professeur de sciences de la Terre à l'université de l'Indiana. Le méthane, principal composant du gaz « naturel », est plus de vingt-huit fois plus puissant que le dioxyde de carbone pour piéger la chaleur dans l'atmosphère, et plus de quatre-vingts fois plus puissant au cours des deux premières décennies de son émission. Les émissions de méthane augmentent plus rapidement que jamais, même si les technologies de documentation et de surveillance des fuites ont progressé. Pourtant, bien que conscients des risques qu'il représente pour le climat, les principaux producteurs de combustibles fossiles ont fait campagne pour promouvoir le gaz comme une alternative plus propre aux autres combustibles fossiles, selon des documents internes rendus publics par le Congrès l'année dernière.

La législation en cours d'examen dans les États du pays irait encore plus loin, en

utilisant la nouvelle image de marque du gaz pour faciliter la poursuite de la construction et de l'utilisation des combustibles fossiles, même si de nouvelles exigences en matière de climat et d'énergie propre sont introduites.

Sabotage, État par État

Vingt-neuf États et le district de Columbia ont adopté des normes en matière de portefeuille d'énergies renouvelables, qui exigent qu'une certaine proportion de l'électricité de l'État soit produite à partir de sources d'énergie renouvelables telles que l'énergie éolienne et l'énergie solaire. Certains États disposent de normes en matière d'électricité propre qui permettent aux services publics de l'État d'inclure le nucléaire et d'autres formes d'énergie qui ne sont généralement pas définies comme renouvelables dans les sources d'énergie « propres. » Même dans les États qui ne disposent pas de telles normes, certains gouvernements municipaux ont adopté ou envisagé des normes d'énergie propre au niveau local. Le Tennessee, par exemple, a adopté une loi précisant « qu'une subdivision politique qui impose des exigences ou des attentes liées au type d'énergie propre ou verte, ou renouvelable, utilisée par un service public dans une ordonnance, une résolution ou une autre réglementation doit inclure certaines sources d'énergie » y compris le gaz. En pratique, la loi pourrait empêcher les municipalités de l'État qui ont des exigences en matière d'énergie renouvelable – comme Nashville, qui s'est engagée à utiliser 100 % d'énergie renouvelable d'ici 2041 – d'exclure le gaz de leurs efforts. Le Tennessee a initialement adopté une loi moins spécifique définissant le gaz comme une « énergie propre » en 2023, peu après celle de l'Ohio. Selon une présentation et un enregistrement audio ayant fait l'objet d'une fuite, la Tennessee Gas Association – l'association commerciale et le groupe de lobbying de l'État – s'est attribuée le mérite de l'adoption de ce projet de loi. « Nous avons réussi à faire passer un projet de loi qui classait le gaz naturel comme une énergie propre », a déclaré Jim Spears, alors lobbyiste pour la Tennessee Gas Association, lors de la réunion annuelle du groupe à Orlando cet été-là, suggérant que lui et les principaux dirigeants de l'industrie des combustibles fossiles de l'État « ont tous travaillé ensemble sur ce projet. » Les nouveaux projets de loi pourraient affaiblir considérablement ces normes en obligeant les États et les municipalités à inclure le méthane – un combustible fossile – comme source d'énergie « propre » ou « renouvelable. »

(*) Journaliste spécialiste du climat basée dans le Queens, à New York
Source : Jacobin, Emily Sanders, 10-06-2025
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises
(A suivre)

ARABIE SAOUDITE
Le ministre saoudien des communications appelle à combler le fossé mondial de l'IA

Le ministre saoudien des communications et des technologies de l'information a appelé à une "collaboration internationale décisive" pour remédier à l'inégalité des infrastructures informatiques qui pourrait laisser d'autres nations à la traîne à l'ère de l'intelligence artificielle. Dans un discours prononcé à l'occasion du 160e anniversaire de l'Union internationale des télécommunications (UIT) à Genève, le ministre Abdullah Al-Swaha a évoqué "la concentration de la puissance informatique dans quelques régions, le manque d'infrastructures d'intelligence artificielle dans de nombreux pays et la participation limitée des pays du Sud à l'élaboration des cadres de gouvernance et des politiques de réglementation". Aujourd'hui, le monde est confronté à un "fossé existentiel" en raison des disparités alarmantes dans l'accès aux technologies de l'IA, a déclaré le ministre, selon l'agence de presse saoudienne. M. Alswaha a déclaré que le monde pouvait tirer des leçons des phases précédentes de la transformation technologique : l'ère analogique, qui a pris plus d'un siècle pour connecter 800 millions de personnes, et l'ère numérique, qui a connecté 5,5 milliards d'individus en seulement 50 ans, mais qui a laissé 2,6 milliards d'individus sans connexion. Le ministre Al-Swaha a déclaré que l'Arabie saoudite sous le roi Salmane et le prince héritier Mohammed ben Salmane avait positionné le Royaume en tant que leader mondial à l'ère de l'IA grâce à une série d'initiatives audacieuses.

LIBYE

Nouvelle ruée pétrolière

BP, Shell, Eni, OMV et Repsol renforcent leur présence aux côtés de la Compagnie publique libyenne du pétrole. Ce regain d'activité suggère un climat moins incertain, mais les tensions politiques, économiques et militaires freinent toute projection durable.

La Compagnie publique libyenne du pétrole (NOC) a annoncé ce mardi 8 juillet de nouveaux accords avec BP et Shell pour explorer et développer plusieurs champs pétroliers et gaziers. Une dynamique qui tranche avec les années d'isolement post-2011, signe que le contexte sécuritaire devient moins dissuasif pour les investisseurs étrangers. BP prévoit de rouvrir ses bureaux à Tripoli fin 2025. Le producteur britannique prévoit de conduire des études sismiques sur les champs de Messla et Sarir, ainsi que sur des zones d'exploration voisines, avec en ligne de mire les ressources non conventionnelles. De son côté, Shell évaluera la faisabilité technique et économique du développement du champ d'Atshan, détenu à 100 % par la NOC. En parallèle, Eni, OMV et Repsol ont déjà repris leurs activités en 2024, après une décennie de suspension. De plus, la NOC prépare l'ouverture de 22 nouveaux blocs d'exploration dans les bassins de Syrte, Murzuq, Ghadamès, ainsi qu'en mer. Un processus attendu d'ici la fin de l'année. La dernière opération de ce type remonte à 17 ans.

Un climat sécuritaire moins dissuasif, mais pas encore stable

Ce regain d'intérêt ne dissipe pas les incertitudes structurelles qui pèsent toujours sur le pays. La reprise d'activité des compagnies internationales traduit une certaine amélioration



securitaire depuis l'accord de cessez-le-feu de 2020. Des mécanismes comme le Comité de trêve soutenu par l'ONU ont, dans ce sens, contribué à limiter les violences armées. Toutefois, des tensions subsistent, notamment autour de Tripoli, où des affrontements entre groupes armés continuent de déstabiliser les zones urbaines. Sur le plan institutionnel, le pays reste divisé entre deux gouvernements concurrents. La promesse du budget national unifié n'a toujours pas vu le jour. La Banque centrale peine à fonctionner efficacement et les groupes armés, omniprésents, influencent aussi bien les circuits économiques que les structures de sécurité. L'intérêt des investisseurs, bien qu'en hausse,

reste conditionné à la capacité de maintenir ce fragile équilibre. Avec une production actuelle de 1,4 million de barils par jour, la Libye ambitionne de revenir à son niveau d'avant-guerre qui est de 1,6 million b/j, puis d'atteindre 2 millions b/j à moyen terme. Mais le ministère du Pétrole estime que cela nécessiterait entre 3 et 4 milliards de dollars d'investissements. Le nouveau président de la NOC, Masoud Suleman, assure vouloir accroître la transparence, simplifier la structure administrative, voire fermer certaines branches, comme les bureaux ouverts à l'étranger ces dernières années. Autant de mesures susceptibles de renforcer la confiance des investisseurs.

ÉGYPTE

Le turc Boni veut investir dans un projet textile de 100 millions \$

En Égypte, l'industrie textile est l'une des plus développées en Afrique. Le pays d'Afrique du Nord attire de plus en plus d'investissements étrangers pour renforcer ses capacités de production et améliorer les performances du secteur à l'export. En Égypte, le secteur textile continue d'attirer de nouveaux investissements étrangers. Le groupe turc Boni, spécialisé dans l'industrie textile, a annoncé un projet d'usine intégrée d'un montant de 100 millions \$, en partenariat avec Elsewedy In-

dustrial Development, filiale du conglomérat égyptien Elsewedy Electric. Selon un communiqué publié le 11 juillet, le futur site sera implanté dans la ville industrielle de 10 th of Ramadan City, au sein de la zone industrielle Industria 10th. L'usine s'étendra sur une superficie de 120 000 mètres carrés et bénéficiera du statut de zone franche privée, offrant des avantages fiscaux et douaniers pour soutenir les activités d'exportation. Les premières opérations au

sein de l'usine sont attendues d'ici fin 2026, avec à la clé la création de près de 2 500 emplois directs et indirects attendus. Ce nouveau projet vient confirmer l'attractivité de l'Égypte pour les investissements directs étrangers dans le secteur textile, qui se multiplie depuis l'année dernière. À titre indicatif, la zone industrielle de Qantara Ouest située dans le Gouvernorat d'Ismaïlia à elle seule, a déjà attiré plus de 178 millions \$ d'investissements entre décembre 2024 et mars 2025, portés entre autres par

des entreprises chinoises dont Changzhou Kingcason Printing & Dyeing Co, Shanghai Honour Home Textile et Kelida, ainsi que le turc Orağlu. Autant de projets axés sur l'exportation qui devraient soutenir les ambitions de croissance de l'industrie égyptienne sur ce segment. Dans le pays des pharaons, le Conseil des exportations de vêtements prêts-à-porter ambitionne par exemple d'augmenter de 16 % les recettes d'exportation de la filière à 3,3 milliards \$ en 2025.

MAURITANIE

Le Premier ministre tient une réunion avec la Fédération nationale du commerce

Le Premier ministre, M. El Mokhtar Ould Djay, a présidé, vendredi, dans la salle de réunion des locaux du Premier ministère, une réunion avec la Fédération nationale du commerce, en présence du président de l'Union nationale du patronat mauritanien, M. Mohamed Zeine El Abidine Ould Cheikh Ahmed. Le Premier ministre a affirmé que la réunion s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des directives de Son Excellence le Président de la Répu-

blique, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, visant à rencontrer les différentes composantes du secteur privé, à écouter les problèmes qu'elles rencontrent et à recueillir leur vision des solutions. Le Premier ministre a remercié la Fédération nationale des commerçants pour le respect des accords conclus avec elle, ce qui a permis une stabilité des prix et une abondance des produits de base, en particulier ce qui a caractérisé l'opération Ramadan de cette année en termes d'abondance

de l'offre, empêchant la fluctuation des prix. Après avoir écouté les problèmes et les demandes présentés par la Fédération, le Premier ministre a répondu aux interrogations et a exposé les perspectives stratégiques adoptées par le gouvernement, sur instructions de Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, à court et moyen termes, qui devraient résoudre la plupart des problèmes soulevés. Son Excellence le Premier ministre a

souligné la volonté et la détermination du gouvernement à interagir positivement et immédiatement avec les problèmes soulevés, selon une vision claire qui sert d'abord les intérêts du citoyen mauritanien et répond à la nécessité de créer un secteur privé organisé et fort. Il a donné des instructions au secteur de tutelle et aux services concernés pour entamer un travail conjoint avec la Fédération afin de surmonter toutes les difficultés rencontrées.

NIGERIA

15 milliards \$ d'investissements annoncés pour construire la 2^e plus grande raffinerie pétrolière

Backbone Infrastructure Nigeria Limited (BINL) va construire une raffinerie de 500 000 barils par jour dans l'État d'Ondo, pour un coût estimé à 15 milliards \$. Ce sera la deuxième plus grande installation du pays, après celle de Dangote Group.

La société Backbone Infrastructure Nigeria Limited (BINL) a annoncé, ce mercredi 9 juillet, la construction d'une nouvelle raffinerie de pétrole brut d'une capacité de 500 000 barils par jour dans l'État d'Ondo. Le projet, d'un coût d'environ 15 milliards de dollars, sera développé en partenariat avec le gouvernement de l'État via l'agence ONDIPA (Ondo State Development and Investment Promotion Agency), au sein de la zone franche industrielle d'Ilaje. La signature du protocole d'accord est prévue pour le 15 juillet 2025. D'après les responsables de BINL, des discussions sont également en cours avec la société publique du pétrole (NNPC) pour intégrer l'entreprise publique au projet. Aucune précision n'a jusque-là été faite

sur la mobilisation des ressources nécessaires à la réalisation de l'infrastructure. Il est toutefois établi que la mise en œuvre du projet se fera en plusieurs phases, la première portant sur une unité de 100 000 barils par jour, avec un délai d'exécution de 48 mois. BINL prévoit également des infrastructures associées comme des routes, des cuves de stockage, des terminaux et des équipements de manutention. Avec cette capacité annoncée, la future raffinerie deviendra la deuxième plus grande du Nigeria, juste derrière celle du groupe Dangote, d'une capacité de 650 000 barils par jour, entrée en production en 2023, après un chantier de près de 20 milliards \$. Des dépenses alourdies en grande partie par les retards logistiques liés à la pandémie de COVID-19.

« Ce projet est conçu pour fournir des produits pétroliers au marché intérieur, des intrants pour les industries locales et des produits finis pour l'exportation », a précisé Wale Adekola, vice-président de BINL. Cette annonce s'inscrit dans une dynamique plus large portée par BINL, qui prévoit d'investir 4 milliards de dollars dans le secteur minier nigérian, en misant sur des partenariats public-privé. Si l'initiative se concrétise, elle pourrait renforcer la souveraineté énergétique du Nigeria, tout en stimulant la croissance locale et les recettes publiques. Mais sa réussite dépendra du bouclage financier, de la stabilité réglementaire et de la capacité à maintenir le calendrier prévu dans un environnement où les retards sont fréquents.

AFRIQUE DU SUD

Un prêt de 22 millions \$ à Paymenow pour son expansion

Dans l'optique d'élargir son service d'accès anticipé au salaire, Paymenow a obtenu un financement du groupe Standard Bank. Cette facilité vise à proposer une alternative au crédit informel et à améliorer la gestion budgétaire des salariés, dans un contexte de faible épargne des ménages en Afrique du Sud. Le groupe Standard Bank a octroyé une facilité de crédit de 400

millions de rands (environ 22 millions \$) à la fintech Paymenow, basée en Afrique du Sud. Le financement annoncé le mardi 8 juillet 2025, permettra à l'entreprise d'accélérer la diffusion de son modèle d'accès anticipé au salaire. Paymenow permet aux salariés d'accéder à une partie de leur salaire avant la fin du mois, sans frais ni intérêts. L'objectif est de répondre aux urgences finan-

cières de court terme et de réduire le recours au crédit informel ou aux prêts à taux élevés. Selon des données de Paymenow, l'Afrique du Sud connaît une crise de l'épargne des ménages. Le taux d'épargne des ménages est actuellement négatif (-1 %). Concrètement, pour chaque 100 rands de revenu disponible, un ménage sud-africain dépense en moyenne 101 rands. Le rand sup-

plémentaire provient souvent d'un crédit ou d'un prêt informel. Parallèlement, l'épargne globale du pays ne représente que 15 % du PIB, alors que la moyenne mondiale est d'environ 28 %. Cette situation fragilise des millions de travailleurs qui recourent à des sources de financement non réglementées, parfois usuraïres, pour boucler leurs fins de mois.

ÉTHIOPIE

Hausse de 81 % des recettes d'exportations de café en 2024/2025

L'Éthiopie est le principal exportateur africain de café. Au terme de son exercice fiscal 2024/2025, le pays d'Afrique de l'Est consolide sa position en établissant de nouveaux records sur le segment des exportations. En Éthiopie, les exportations de café ont atteint un niveau record au terme de l'exercice fiscal 2024/2025. Dans un communiqué publié le 9 juillet l'Autorité éthiopienne du café et du thé (ECTA) indique en effet que la filière a engrangé 2,65 milliards \$ de recettes d'exportation sur cette période. L'enveloppe annoncée affiche une hausse de 81 % par rapport aux recettes enregistrées un an plus tôt (1,43 milliard \$). Il s'agit en outre de la pre-

mière fois de son histoire que la filière éthiopienne franchit la barre symbolique des 2 milliards \$. Cette embellie est principalement attribuée à la forte progression des volumes de la fève placés sur le marché international. En effet, les expéditions éthiopiennes de café ont grimpé de 57,45 % d'une année sur l'autre pour s'établir à 470 000 tonnes, une percée soutenue par l'entrée en production de nouvelles plantations, des récoltes abondantes ainsi que la mise en œuvre de réformes commerciales. Adugna Debela, directeur de l'ECTA, souligne notamment que le gouvernement a autorisé les producteurs à exporter directement leur café, suppri-

mant certains intermédiaires et augmentant la part du revenu qui leur revient. Ce changement a renforcé la compétitivité du secteur et stimulé les ventes à l'international. La filière éthiopienne, qui produit exclusivement du café arabica, a également bénéficié de la conjoncture au début de l'année 2025, marquée par la flambée des prix de la matière première sur le marché international. À titre d'exemple, les cours de l'arabica ont grimpé de près de 27 % au cours du premier trimestre, clôturant à 8,67 \$/kg le 30 avril sur l'Intercontinental Exchange (ICE).

PRÉSIDENTIELLE 2025 AU CAMEROUN

Les électeurs appelés aux urnes le 12 octobre

Par décret présidentiel signé ce 11 juillet, le chef de l'État Paul Biya a officiellement convoqué le corps électoral pour l'élection présidentielle. Le scrutin aura lieu le dimanche 12 octobre 2025, selon les termes du décret publié. Cette décision met un terme aux opérations d'inscription sur les listes électorales menées par Elections Cameroon (ElecCam), l'organisme chargé de l'organisation des élections. La convocation du corps électoral ouvre également la période de dépôt des candidatures auprès d'ElecCam. Conformément au code électoral, les prétendants à la magistrature suprême disposent désormais d'un délai de 10 jours pour soumettre leur dossier. Selon les projections d'ElecCam, la date limite de dépôt des candidatures est fixée au 22 juillet prochain. La liste définitive des candidats devrait être rendue publique le 11 août. Cette publication marque l'ouverture de la période de contentieux préélectoral devant la Cour constitutionnelle. Quant à la campagne électorale proprement dite, elle s'étendra du 17 septembre jusqu'à la veille du scrutin, conformément au calendrier électoral établi.

CDC AFRIQUE

Le Continent enregistre plus de 4 200 décès dus au choléra et au mpox en 2025

L'Afrique a enregistré plus de 4 200 décès dus aux épidémies de choléra et de mpox dans différentes parties du continent en 2025, a déclaré le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique). Lors d'une conférence de presse en ligne jeudi soir, Yap Boum II, responsable adjoint des incidents pour le mpox au CDC Afrique, a déclaré que le choléra et le mpox constituent les principales épidémies jusqu'à présent en 2025, causant 4 275 décès depuis le début de l'année. Les données de l'agence de santé spécialisée de l'Union africaine montrent que depuis le début de l'année, quelque 21 pays africains ont enregistré 176 136 cas suspects de choléra et 3 697 décès liés à cette maladie. Le manque d'eau propre et salubre a été identifié comme le principal facteur des épidémies récurrentes de choléra en Afrique, qui sont encore aggravées par des systèmes de santé mis à rude épreuve alors que le continent est confronté à un certain nombre d'épidémies et de situations d'urgence en matière de santé publique. Selon le CDC Afrique, quelque 23 pays africains ont également enregistré 79 024 cas de mpox et 578 décès liés à cette maladie depuis le début de l'année 2025.

POINT-MARCHÉS

Regain d’incertitude après une nouvelle offensive douanière de Trump

Les Bourses reculent vendredi face à un durcissement de ton de Donald Trump sur sa politique commerciale, les investisseurs craignant que les droits de douane puissent faire grimper l'inflation et retarder les baisses de taux de la banque centrale américaine (Fed).

À Wall Street, vers 16H05 GMT, l'indice élargi S&P 500 perdait 0,37%, le Nasdaq 0,10% et le Dow Jones 0,76%. En Europe, la Bourse de Paris a perdu 0,92%, Francfort 0,82%, Londres a cédé 0,38% et Milan 1,11%. "Jusqu'à présent, les marchés s'étaient bien comportés pour trois raisons: des données économiques restées très correctes, l'anticipation que l'impact de la politique commerciale de Trump sera modéré et transitoire et qu'elle n'empêchera pas la Fed d'abaisser ses taux, et dernier argument, un Donald Trump modéré", explique Valentine Ainouz, responsable de la stratégie taux de l'Amundi Investment Institute. Or, "les dernières annonces de Trump remettent en question ce dernier point et laissent craindre un scénario inflationniste plus fort que prévu et qui viendrait gêner la Fed dans ses baisses de taux", a-t-elle poursuivi. Le président américain Donald Trump a de nouveau ciblé jeudi le Canada, en lui imposant 35% de surtaxe, l'un des taux les plus élevés annoncés depuis le début de la semaine, reprochant au premier partenaire commercial des États-Unis d'avoir riposté à ses droits de douane. Mercredi, le locataire de la Maison Blanche a aussi annoncé une

surtaxe de 50% sur les produits brésiliens, jusqu'ici épargnés. "Le ton général est revenu à un niveau agressif et qui laisse craindre des négociations plus corsées", notamment pour les Européens dont le sort n'est toujours pas fixé, a ajouté Valentine Ainouz. Dans la soirée de jeudi, Donald Trump a déclaré lors d'un entretien téléphonique accordé à la chaîne américaine NBC qu'il comptait envoyer une missive du même ordre à l'Union européenne (UE) "aujourd'hui ou demain". "Je discute avec l'UE qui correspond, comme vous le savez, à plusieurs pays, ainsi qu'avec le Canada. Nous devrions envoyer [les courriers] dans les prochaines heures", a-t-il déclaré. Sur le marché obligataire, le rendement de l'emprunt américain à dix ans s'établissait à 4,41% contre 4,35% la veille. Son équivalent allemand était à 2,72%, après 2,70% jeudi en clôture. Le billet vert s'échangeait à 1,1697 dollar pour un euro (+0,03%).

Levi Strauss en hausse

Au tableau des valeurs, le fabricant de jeans Levi Strauss (+10,54% à 21,81 dollars) profitait de résultats trimestriels supérieurs aux attentes, notamment un

bénéfice net par action de 22 cents là où les analystes tablaient sur 13 cents. L'entreprise a aussi relevé ses prévisions pour l'année.

Le bitcoin au sommet, le pétrole en hausse

Le bitcoin a frôlé les 119.000 dollars vendredi, atteignant son plus haut niveau historique à 118.847,26 dollars. "Cette envolée est alimentée par des achats constants de la part d'acteurs institutionnels, qui absorbent une grande partie de l'offre disponible, réduisant la liquidité sur les plateformes d'échange", note Patrick Munnely, de Tickmill Group. Vers 16H05 GMT, le bitcoin

prenait 2,72% à 116.950 dollars. Du côté du pétrole, le prix du baril de Brent de la mer du Nord prenait 2,55% à 70,39 dollars et celui de son équivalent américain, le WTI, gagnait 2,78% à 68,42 dollars. Les cours profitent de spéculations autour d'une suspension de l'augmentation de la production des pays membres de l'Opep+, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés, indique Han Tan, analyste à Nemo.money. Mais "les menaces persistantes de droits de douane du président Trump limitent le potentiel de hausse du pétrole, dans un contexte d'inquiétudes concernant un affaiblissement de la demande mondiale", tempère-t-il.

ELLE N'ÉCHAPPE PLUS AUX CRAINTES COMMERCIALES Wall Street en baisse

La Bourse de New York a terminé la semaine dans le rouge vendredi, laissant entrevoir ses craintes face aux multiples menaces douanières de Donald Trump, dont celles visant le Canada. Le Dow Jones a perdu 0,63%, l'indice Nasdaq 0,22% et l'indice élargi S&P 500 a lâché 0,33%. "Une nouvelle série de menaces de droits de douane de la part du président Trump pèse sur l'appétit pour le risque à la fin de la semaine, alors que les actions redescendent des nouveaux records atteints lors des échanges d'hier", résume Jose Torres, d'Interactive Brokers. Le président américain Donald Trump a de nouveau ciblé jeudi le Canada, en lui imposant 35% de surtaxe, l'un des taux les plus élevés annoncés depuis le début de la semaine, reprochant au deuxième partenaire

commercial des États-Unis d'avoir riposté à ses droits de douane. Depuis le début de la semaine, une vingtaine de pays, principalement asiatiques, ont déjà reçu un courrier visant à leur notifier le taux de surtaxe qui sera appliqué à leurs produits à compter du 1er août. Interrogé par l'AFP, Adam Sarhan, de 50 Park Investments, estime que la réaction du marché reste "vraiment haussière", malgré le recul observé vendredi. Le Nasdaq et le S&P 500 ont tous deux révisé plusieurs records en clôture ces derniers jours. "Nous n'avons pas encore vu de nouveaux droits de douane substantiels être effectivement appliqués", explique-t-il. Les investisseurs attendent également le sort qui sera réservé à plusieurs puissances, dont l'Inde et l'Union européenne.

ELLE A TERMINÉ EN BAISSSE DE 0,92% VENDREDI DERNIER

La Bourse de Paris flanche, Trump relançant les tensions commerciales

La Bourse de Paris a terminé en baisse de 0,92% vendredi, les investisseurs craignant que les droits de douane de Donald Trump puissent causer un regain d'inflation qui retarderait les baisses de taux de la banque centrale américaine (Fed). L'indice vedette CAC 40 a reculé de 72,96 points pour s'établir à 7.829,29 points à la clôture. Sur la semaine, l'indice a toutefois avancé de 1,73%. "Jusqu'à présent, les marchés s'étaient bien comportés pour trois raisons: des données économiques restées très correctes,

l'anticipation que l'impact de la politique commerciale de Trump sera modéré et transitoire et qu'elle n'empêchera pas la Fed d'abaisser ses taux, et dernier argument, un Donald Trump modéré", explique Valentine Ainouz, responsable de la stratégie taux de l'Amundi Investment Institute. Or, "les dernières annonces de Trump remettent en question ce dernier point et laissent craindre un scénario inflationniste plus fort que prévu qui viendrait gêner la Fed dans ses baisses de taux", a-t-elle poursuivi, ces derniers étant dans une fourchette comprise entre 4,25% et 4,50%

depuis décembre. Le président américain Donald Trump a de nouveau ciblé jeudi le Canada, en lui imposant 35% de surtaxe, l'un des taux les plus élevés annoncés depuis le début de la semaine, reprochant au premier partenaire commercial des États-Unis d'avoir riposté à ses droits de douane. Mercredi, le locataire de la Maison Blanche a aussi annoncé une surtaxe de 50% sur les produits brésiliens, jusqu'ici épargnés. "Le ton général est revenu à un niveau agressif et qui laisse craindre des négociations plus

corsées", notamment pour les Européens dont la situation reste incertaine, a ajouté Valentine Ainouz. Sur le marché obligataire, la séance a été marquée par le rendement du taux de l'emprunt français à trente ans qui a atteint 4,20%, "son niveau le plus élevé depuis la crise de la zone euro en 2011", relève Jim Reid, économiste à la Deutsche Bank. Cette tendance générale de "pression à la hausse sur les taux longs traduit une hausse des besoins de financement des États", notamment en raison de "l'augmentation des besoins de

financement pour leur défense, la hausse de la charge des intérêts sur la dette et la poursuite des politiques de baisses d'impôts", explique Valentine Ainouz. Le gouvernement portugais souhaite céder jusqu'à 49,9% du capital de la compagnie aérienne nationale TAP, a annoncé jeudi le Premier ministre Luis Montenegro en donnant le "coup d'envoi" d'une opération qui suscite l'intérêt des compagnies européennes Air France-KLM (-0,63% à 10,98 euros), Lufthansa et du groupe IAG (British Airways et Iberia).

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 10 Juillet 2025

Valeur : 14 Juillet 2025

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.6159	129.6309
1	EUR	EURO		152.0395	152.0700
1	GBP	POUND STERLING		176.3242	176.3446
100	JPY	JAPANESE YEN		88.5234	88.5396
1	CNY	CHINESE YUAN		18.0591	18.0617
1	CHF	SWISS FRANC		163.0594	163.1809
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.8178	94.8426
1	DKK	DANISH KRONE		20.3773	20.3809
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.6277	13.6416
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8732	12.8781
1	AED	UAE DIRHAM		35.2860	35.2958
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5569	34.5627
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.1358	424.4627
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.1092	44.5525
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3957	14.3974
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.9047	24.0271
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2462	3.2562
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.6066	177.6066

DROITS DE DOUANE

Le Canada poursuivra ses négociations avec les Etats-Unis

Le Canada poursuivra ses négociations commerciales avec les Etats-Unis au sujet des nouveaux tarifs douaniers américains jusqu'à la date butoir reportée au 1er août, a indiqué le Premier ministre canadien Mark Carney.

M. Carney a souligné sur les réseaux sociaux que tout au long des négociations commerciales actuelles avec les Etats-Unis, le gouvernement canadien avait défendu fermement les travailleurs et les entreprises. "Nous continuerons à le faire alors que nous nous rapprochons de la date butoir révisée du 1er août", a dit M. Carney. "Nous construisons un Canada fort. Le gouvernement fédéral, les provinces et les territoires réalisent des progrès considérables dans la construction d'une économie canadienne unique", a poursuivi Mark Carney, ajoutant que le Canada devait renforcer ses partenariats commerciaux dans le monde entier. Le président américain Donald Trump a annoncé plus tôt dans la journée de jeudi des droits de douane de 35% sur les importations en provenance du Canada à compter du 1er août. Il a rendu publique une lettre adressée à M. Carney sur les réseaux sociaux, accusant "le Canada d'avoir pris des mesures de rétorsion contre les précédents droits de douane américains". M. Trump a souligné que ces nouveaux droits de douane étaient en partie dus à des pratiques commerciales prétendument déloyales, disant "envisager un ajustement" de ces droits de douane si le



Canada coopérait avec les Etats-Unis. L'administration Trump avait précédemment imposé des droits de douane de 25% sur les produits canadiens, mais avait ensuite exempté tous les produits couverts par l'accord de libre-échange liant les Etats-Unis, le Canada et le Mexique. Par ailleurs, le taux de chômage au Canada a légèrement baissé à 6,9% en juin, dépassant les attentes grâce à des embauches dans plusieurs secteurs d'activités, selon des données publiées vendredi. L'économie a créé 83.100 nouveaux emplois en juin, la première augmentation nette depuis janvier, selon Statistique Canada.

La majeure partie de la croissance de l'emploi correspond toutefois à des emplois à temps partiel. Ces chiffres contrastent avec le récent ralentissement du marché du travail. Le secteur du commerce de gros et de détail a mené la croissance avec 34.000 nouveaux postes, suivi par celui des soins de santé et de l'assistance sociale avec 17.000 emplois créés. Seul le secteur agricole a subi des pertes d'emplois notables, avec 6.000 postes supprimés, selon Statistique Canada. Cette publication est la dernière concernant l'emploi avant la décision de politique monétaire de la Banque du Canada attendue pour le 30 juillet.

MALGRÉ LA HAUSSE DES DROITS DE DOUANE

Le déficit public américain se creuse

Les revenus issus des droits de douane ont presque doublé en un an, passant à 113 milliards de dollars. Mais cela ne suffit pas à compenser la hausse des dépenses, alors que le coût de la dette américaine grimpe fortement. Le déficit public des Etats-Unis s'est encore creusé entre octobre et juin, par rapport à la même période un an plus tôt, malgré une hausses de revenus

issus des droits de douane, selon des documents publiés vendredi par le département du Trésor. Sur les neuf premiers mois de l'année fiscale américaine, le déficit a progressé de 64 milliards de dollars, pour atteindre 1.400 milliards de dollars, contre un peu plus de 1.300 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 6%, selon les données du Trésor. La hausse des dépenses, en particulier sous l'effet des

programmes de santé à destination des retraités et des Américains à faible revenus, Medicare et Medicaid, explique en partie ce creusement du déficit. Autre élément, la hausse du coût de la dette américaine, le gouvernement ayant versé plus de 920 milliards de dollars d'intérêt, un record. Du côté des recettes, les revenus issus des douanes sont passés de 61 milliards de dol-

lars il y a un an à 113 milliards de dollars sur les trois premiers trimestres de l'année fiscale en cours. Une hausse qui s'explique par la forte augmentation des droits de douane appliqués aux produits entrant aux Etats-Unis, passés en moyenne de 2,5% de taux effectif fin 2024 à 17,6% au 1er juillet 2025, selon les données du Budget Lab de l'Université de Yale.

ROYAUME-UNI

Recul surprise du PIB en mai

Le produit intérieur brut (PIB) du Royaume-Uni a reculé de 0,1% en mai, là où les économistes s'attendaient à une petite progression, nouveau coup aux ambitions de croissance du gouvernement britannique après une baisse déjà le mois précédent. L'économie a connu en mai "des reculs notables dans les secteurs de la production et de la construction" malgré une croissance constatée dans les services, a détaillé Liz McKeown, directrice des statistiques économiques de l'Office national des statistiques (ONS), qui publie vendredi les derniers chiffres de la croissance. Le PIB avait reculé de 0,3% en avril, mois d'entrée en vigueur de hausses d'impôts sur les entreprises et de certains droits de douane améri-

cains. Il était attendu en hausse de 0,1% en mai, selon un consensus d'analystes interrogés par Bloomberg. Même si les chiffres d'aujourd'hui sont décevants, je suis déterminée à relancer la croissance économique et à tenir cette promesse", a réagi dans un communiqué la ministre britannique des Finances Rachel Reeves. "Le mois de mai pourrait toutefois s'avérer être le point le plus bas, car certains signes de reprise de l'activité ont été observés." L'économiste s'attend à ce que le PIB augmente sur l'année, mais "relativement faiblement, de 1%, en raison des freins persistants d'une économie mondiale affaiblie et de la hausse des impôts nationaux pour les entreprises britanniques". Si les droits de douane américains ont pesé sur

l'économie britannique ces derniers mois, Londres et Washington ont en effet annoncé début mai un arrangement commercial pour les réduire. Entré en vigueur fin juin, il profite tout particulièrement au secteur automobile britannique. Les exportations vers les Etats-Unis, qui avaient connu une baisse record en avril, avaient déjà légèrement rebondi en mai, selon des chiffres également publiés vendredi. "Les exportations de biens vers les Etats-Unis, y compris les métaux précieux, ont augmenté de 0,3 milliard de livres (348 millions d'euros, ndlr) en mai 2025 après une baisse substantielle le mois précédent", mais celles-ci "sont restées relativement faibles", indique l'ONS.

ROYAUME-UNI

L'aéroport d'Heathrow compte investir 11,6 milliards d'euros d'ici 2031

L'aéroport londonien d'Heathrow, premier d'Europe en nombre de passagers, a présenté vendredi un plan d'investissement de 10 milliards de livres (11,6 milliards d'euros) d'ici 2031 pour moderniser ses installations et augmenter le nombre de passagers. Le plan, qui doit être validé par l'autorité britannique de l'aviation civile (CAA), "améliorera le niveau de service, augmentera la fiabilité" et "créera de nouveaux salons, boutiques et restaurants", fait valoir Heathrow dans un communiqué. Il s'ajoute à 2,3 milliards de livres (2,7 milliards d'euros) d'investissements annoncés l'an dernier. Les actionnaires comptent injecter 2 milliards de livres (2,3 milliards d'euros), mais le reste doit être financé par une hausse de la redevance facturée aux transporteurs. Le hub londonien espère que son plan lui permettra d'augmenter de 10 millions par an le nombre de passager transitant par ses terminaux, soit une hausse de 12%. L'aéroport ouvert en 1946 a par ailleurs obtenu en janvier le feu vert du gouvernement britannique pour la construction d'une troisième piste. Celle-ci devrait être achevée d'ici 2035, selon les projections actuelles - mais son financement, qui pourrait totaliser plusieurs dizaines de milliards de livres, n'est pas encore bouclé.

FRANCE

La récolte abondante de blé attendue cache une série de calamités

Après la récolte catastrophique de 2024, la moisson de blé s'annonce «plutôt bonne» en France, un «soulagement» face aux nombreux défis auxquels sont confrontés les agriculteurs dans le premier pays producteur de la céréale du pain en Europe. Dans ses champs de la Marne, Benoît Piétrement a «à peine commencé à faucher un peu de colza» et s'apprête à «attaquer sur les blés». «Je suis plutôt optimiste», déclare le président d'Intercéréales, qui regroupe les acteurs de la filière, de la production à la commercialisation en passant par la première transformation. Les premiers échos de la moisson d'orge sont «encourageants» pour celle du blé qui lui succède. Les prévisions de récolte de la céréale reine oscillent entre 31 et 33 millions de tonnes, selon les maisons de courtage, dans la moyenne des dernières années. «Cela va permettre à tout le monde de souffler un peu après l'année terrible» de 2024, la pire récolte en 40 ans avec 25,8 millions de tonnes, relève Benoît Piétrement. Pour les coopératives et organismes stockeurs, qui ont eu des surcoûts de tri et nettoyage des grains l'an dernier, «les volumes attendus cette année vont permettre d'écraser un peu les charges».

La succession des dirigeants d'Apple sous les projecteurs

Que se passe-t-il lorsque les dirigeants d'une entreprise d'envergure mondiale comme Apple ont tous à peu près le même âge ?

Une actualité importante d'Apple concerne l'annonce du départ de Jeff Williams, Chief Operating Officer (COO), qui prévoit de quitter son poste avant de prendre sa retraite dans le courant de l'année. Comme prévu, il sera remplacé par l'actuel vice-président senior des opérations, Sabih Khan. Si cette décision a énormément surpris les observateurs qui suivent l'entreprise - tout le monde s'attendait à ce que Jeff Williams remplace Tim Cook au poste de CEO d'Apple - la nouvelle ne semble pas avoir perturbé la firme de Cupertino, qui indique que ce départ à la retraite était planifié de longue date.

L'offre et la demande

Ces changements à la tête de l'entreprise ont une importance majeure, étant donné l'ampleur des problèmes qui affectent toute la chaîne d'approvisionnement de le fournisseur, essentiellement à cause de la détermination du gouvernement américain à utiliser la menace des taxes douanières pour influencer ses activités. M. Khan, qui a manifestement contribué à la transition actuelle d'Apple vers l'internationalisation de sa chaîne d'approvisionnement, occupe un poste sous haute pression dans lequel il doit trouver un moyen d'équilibrer les exigences de l'administration Trump et ses préférences nationales avec les sombres réalités de la chaîne d'approvisionnement technologique. Gérer correctement cette situation est d'une importance capitale pour la firme. Pour que M. Khan puisse se concentrer sur cette tâche, Apple a modifié certaines des responsabilités auxquelles il sera confronté dans le cadre de ses fonctions. Outre ses responsabilités de directeur de l'exploitation, M. Williams supervisait également l'équipe de conception d'Apple, l'Apple Watch et les initiatives de santé. Mais cette supervision est désormais partagée avec d'autres membres de l'équipe dirigeante, ce qui laisse à Sabih Khan toute latitude pour mener à bien ses activités. (À noter, entre autres choses, que l'équipe de conception d'Apple, qui dépend actuellement de M. Williams, sera directement rattachée à Jim Cook à partir de la fin de l'année).

Ce qu'a dit Apple

Voilà des décennies que Jeff Williams est le bras droit de Jim Cook. Il a contribué à la mise en place d'une chaîne d'approvisionnement incroyablement complexe, capable de produire chaque année des millions d'appareils à partir de composants provenant des quatre coins de la planète. Il a apporté une



contribution considérable à tous les produits Apple. « Jeff (Williams) et moi-même travaillons ensemble depuis toujours, et Apple ne serait pas ce qu'elle est sans lui. Il a contribué à créer l'une des chaînes d'approvisionnement les plus respectées au monde, lancé l'Apple Watch et supervisé son développement, élaboré la stratégie d'Apple en matière de santé et dirigé notre équipe de designers de classe mondiale avec beaucoup de sagesse, de cœur et de dévouement », a déclaré Jim Cook.

Sabih Khan, un autre vétéran d'Apple

Vétéran d'Apple depuis 30 ans, M. Khan est devenu vice-président senior des opérations en 2019 et il a été responsable de tous les aspects de la chaîne d'approvisionnement mondiale de la firme au cours des six dernières années. Avant de rejoindre le groupe d'approvisionnement d'Apple en 1995, M. Khan a travaillé comme ingénieur en développement d'applications et responsable technique de comptes de premiers plans chez GE Plastics. « Sabih Khan est un brillant stratège qui a été l'un des principaux architectes de la chaîne d'approvisionnement d'Apple », a rappelé M. Cook. « En supervisant la chaîne d'approvisionnement d'Apple, il a contribué à la mise au point de nouvelles technologies dans le domaine de la fabrication avancée, il a supervisé l'expansion de l'implantation industrielle d'Apple aux États-Unis et il a contribué à faire en sorte qu'Apple puisse répondre avec souplesse aux défis mondiaux. Il a fait progresser nos efforts ambitieux en matière de durabilité environnementale, en contribuant à réduire l'empreinte carbone d'Apple de plus de 60 %.

Par-dessus tout, Sabih Khan dirige avec son cœur et ses valeurs, et je sais qu'il fera un directeur d'exploitation exceptionnel », a ajouté M. Cook. « J'ai eu le plaisir de travailler en étroite collaboration avec Sabih Khan pendant 27 ans et je pense qu'il est le directeur des opérations le plus talentueux de la planète », a renchéri Jeff Williams, le directeur de l'exploitation sortant. « Je suis extrêmement confiant dans l'avenir d'Apple sous sa direction à ce poste ».

Succession à venir

Selon Mark Gurman de Bloomberg, John Ternus, le chef principal de l'ingénierie matérielle, est désormais le remplaçant le plus probable de Jim Cook une fois qu'il aura pris sa retraite. Mais M. Gurman suppose que M. Ternus s'occupera du matériel de l'Apple Watch, tandis que les systèmes d'exploitation et les logiciels de santé seront gérés par Craig Federighi, responsable de l'ingénierie logicielle, et que Fitness+ fera partie de l'activité Services. C'est logique et cela semble très crédible, même si cela remet en question la capacité d'Apple à fournir les fonctions de santé extrêmement avancées sur lesquelles nous pensons tous que l'entreprise travaille. Il est peu probable qu'il s'agisse de la dernière transition prévue par l'équipe dirigeante d'Apple, dont tous les membres ont à peu près le même âge. L'entreprise doit maintenant trouver le moyen d'élaborer un plan de succession complexe afin de créer une équipe de direction qui couvre plusieurs âges, alors que de nombreux dirigeants de l'équipe actuelle se rapprochent inexorablement d'une retraite bien méritée. La semaine a été longue pour Apple.

Perplexity lance Comet, un navigateur IA, gratuit Broadcom

Séduisant sur le papier, le premier navigateur IA du spécialiste de la recherche basée sur l'intelligence artificielle générative Perplexity se voit déjà en challenger de Chrome. Mais il a encore beaucoup d'erreurs de jeunesse et son prix est pour l'instant salé.

Ce mercredi, Perplexity.ai a présenté Comet, son premier navigateur qui s'affranchit de Google et de Bing pour privilégier son propre moteur de recherche. Comme l'a indiqué l'entreprise, « Comet sera disponible pour les plateformes Windows et macOS ». Sauf que Perplexity a enfermé Comet dans un modèle de tarification qui laisse... perplexe. Même si, techniquement, Comet est gratuit, il est uniquement accessible via une liste d'attente pour l'instant. Pour le télécharger, on peut soit attendre son tour, soit s'abonner à Perplexity Max. Intéressé ? L'offre à 200 \$HT/mois du fournisseur qui comprend l'accès à ses derniers modèles d'IA. Contrairement aux autres navigateurs, celui-ci n'utilise pas de moteur de recherche tiers traditionnel. Il s'appuie sur le moteur d'IA de Perplexity pour fournir des résumés des réponses. Il peut effectuer des tâches que d'autres moteurs d'IA sont capables de faire, comme résumer des pages web. Ce n'est pas le seul sur le marché, la Browser Company de New York a aussi lancé un tel navigateur appelé Dia. Nos collègues de TechCrunch qui ont testé Comet, ont trouvé ce navigateur utile, même s'il ne peut pas gérer des tâches complexes. Autre aspect déconcertant : si un utilisateur veut que Comet l'aide à organiser sa vie, il faudra qu'il lui donne accès à ses informations privées, notamment son calendrier et son courrier électronique.

De l'IA agentique encore problématique

Comet fait également appel à de l'IA agentique, qui envoie divers messages d'IA exécuter des tâches de manière indépendante, puis attend l'approbation de l'utilisateur pour les valider. Le problème, c'est que, dans le test de TechCrunch, cela n'a pas fonctionné. Lorsque Maxwell Zeff, de TechCrunch, a demandé à Comet de rechercher et de réserver une place de parking pour un voyage à venir, ça ne s'est pas passé comme attendu. « Comet Assistant a eu des hallucinations et il a inscrit des dates complètement erronées, me disant plus tard que les dates que je souhaitais étaient réservées, mais qu'il voulait quand même que je finisse l'opération », a expliqué M. Zeff. « J'ai dû dire à l'agent d'IA que les dates n'étaient pas négociables et lui demander de trouver un autre parking, mais le même problème s'est reproduit... » Comet va devoir faire ses preuves.

Samsung : le smartphone à trois écrans sortira cette année

Samsung a non seulement bien avancé sur son smartphone à trois écrans, mais il y a de grandes chances qu'on le voit arriver dans les prochains mois ! C'était la grande conférence Unpacked de Samsung, durant laquelle le public a pu officiellement prendre connaissance des différents appareils pliants du géant sud-coréen, comme le

Galaxy Z Fold 7. Mais il y avait un grand absent, sur lequel aucun mot n'a été dit : le smartphone à trois écrans. Il semble que Samsung ait préféré l'évoquer après la conférence ! « Nous serons en mesure de lancer le téléphone à trois écrans au cours de cette année » Certains ont pu être étonnés hier de ne pas entendre parler du smartphone à trois



écrans de Samsung. Mais le groupe a vite rattrapé les choses, avec le patron de sa vision Mobile TM Roh qui a fait une déclaration intéressante au média The Korea. « Je pense que nous serons en mesure de lancer le téléphone à trois volets au cours de cette année » a-t-il ainsi indiqué. Il a par ailleurs expliqué que le fameux nom de Galaxy G Fold n'était pas encore définitif.

NOUVELLE MASERATI MCPURA

Une MC20 légèrement retouchée

Cinq ans après l'arrivée de la MC20, Maserati nous dévoile son évolution qui se fait tout en douceur, avec de légères retouches sur le cabriolet Cielo et le coupé. Mais l'italienne avait-elle besoin de plus ? Le V6 "Nettuno" reste sous le capot et sa puissance ne bouge pas.

On ne sait pas ce qu'il adviendra de Maserati dans les 5 à 10 ans à venir, mais une chose est sûre, la marque italienne sait toujours autant faire rêver. Basée à Modène non loin de Ferrari, elle a pourtant souvent su se démarquer du cheval cabré pour aller se positionner sur un segment différent : le « luxe sportif ». Rappelons quand même que le trident symbolise le luxe, la sportivité et l'artisanat italien. Trois caractéristiques qui correspondent bien à une MC20 qui n'a pas pris une ride depuis son lancement en 2020. Mais voilà, cinq ans passent vite et Maserati a choisi de donner un petit coup de jeune à son coupé et cabriolet en dévoilant ce restylage pour le moins discret. Ceux qui pouvaient s'attendre à des surprises de la part de Maserati n'en seront que pour leurs frais.

Des changements majoritairement visuels

La première évolution la plus frappante reste la couleur de lancement de cette MCPura : Ai Acqua Rainbow. Une teinte bleu clair qui aura une particularité : le coupé sera satiné et le cabriolet aura droit à une finition brillante. Une couleur qui offrirait des reflets de différentes couleurs (comme l'arc en ciel) sous la lumière.

Autre modification visuelle et non des moindres : les plus observateurs auront remarqué le tout nouveau diffuseur arrière qui est en fait inspiré de la version Stradale de la MC20. Une auto radicale dont nous avons d'ailleurs pu prendre le volant récemment. Le bouclier avant



est lui aussi tiré de la variante radicale de l'italienne et notons enfin l'apparition d'un nouveau becquet arrière spécifique.

A bord, l'ambiance mêle à nouveau le luxe et la sportivité comme peuvent d'ailleurs le faire les Porsche 911 Turbo ou encore Aston Martin Vantage. Petite nouveauté tout de même : la MCPura fait cette fois appel massivement à l'Alcantara, seul textile disponible. Deux volants seront par ailleurs proposés aux clients : un rond, habillé de carbone, avec indicateur électronique de régime et un autre avec méplat, en Alcantara.

Toujours le même V6

Rien ne change sous la robe de la MCPura puisque la coque carbone est toujours présente. Les berceaux avant et arrière, en aluminium, permettent de maintenir le poids sous les 1500 kg à vide. Remarquable pour un engin doté d'un V6 3.0 suralimenté Nettuno, ouvert à 90°, qui développe toujours ses 630 ch. C'est évidemment bien suffisant pour afficher des performances hors du commun avec un 0 à 100 km/h sous les 3 secondes. Peu de sportives font aussi bien aujourd'hui, surtout avec six cylindres.

Maserati confirme que la prise de commande de cette nouvelle MCPura est d'ores et déjà ouverte en France à des tarifs qui, à l'heure où nous écrivons ces lignes, n'ont pas encore été divulgués.

Hyundai lance la Ioniq 6 N

Et vous pouvez prendre cela au pied de la lettre. Car avec 650 ch, 770 Nm et un châssis sophistiqué, la Hyundai Ioniq 6 N électrique défie aussi les lois de la physique.

Cette Hyundai présentée au Goodwood Festival of Speed n'a rien de surprenant en soi. Après tout, elle reprend les spécifications techniques et technologiques de la Ioniq 5 N. Elle dispose donc des mêmes moteurs électriques et de la même batterie de 84 kWh. Seulement, grâce à son meilleur Cx de 0,27, la 6 peut composer avec une traînée moins importante.

En conséquence, elle est deux dixièmes plus rapide pour passer de 0 à 100 km/h avec un chrono de 3,2 s. Un sprint que l'on ne peut réaliser que si l'on active le système N Launch Control. Le premier d'une série d'aides électroniques N qui devraient non seulement améliorer les performances, mais aussi l'expérience de conduite. A contrario et défiant toute logique, la vitesse de pointe se dégrade un peu : la Ioniq 6 N plafonne à 257 km/h, contre 260 km/h pour la Ioniq 5 N.

N-cci et N-cela

Avec le N e-Shift, vous pouvez prendre le contrôle avec des changements de vitesse virtuels, tandis

que le N Active Sound+ accompagne ces changements avec la bande sonore appropriée. Le bouton rouge N Grin Boost situé sur le volant met la Ioniq 6 N sur les nerfs pendant 10 secondes, un coup de boost électrique que vous pouvez ensuite utiliser pour forcer la poupe de la Hyundai à survivre à la demande. Une dérive que vous pouvez ensuite contrôler grâce au bien nommé N Drift Optimiser.

Des acrobaties que vous vous réaliserez avec d'autant plus d'aisance sur un circuit, l'occasion alors de faire appel au N Track Manager. Sans oublier le N Ambient Shift Light (qui vous indique le moment idéal pour passer à la vitesse supérieure) ou le N Torque Distribution (qui vous permet de répartir la puissance entre l'avant et l'arrière selon 11 modes).

Avec capteurs de course

Ces caractéristiques N ont déjà fait leurs preuves sur la Ioniq 5 N. Notons que cette dernière existe également depuis deux ans maintenant, un temps que les Coréens ont mis à profit pour améliorer les assistances électroniques. Bien entendu, la Ioniq 6 N s'accompagne également des modifications mécaniques nécessaires.



Ainsi, la géométrie du châssis et de la suspension a été entièrement revue et ajustée si nécessaire.

Les amortisseurs adaptatifs, qui sont désormais complétés par des capteurs de course, apportent également un soutien supplémentaire. Ceux-ci mesurent la course d'entrée et de sortie et ajustent l'amortissement en conséquence. Ce qui, selon Hyundai, permettra d'affiner encore la plage de fonctionnement, tant en termes de dynamique que de confort.

Performance Blue Pearl

Une base améliorée (lire : plus sportive) que Hyundai a également habillée d'une carrosserie plus musclée. En conséquence, la Ioniq 6 N n'est pas seulement beaucoup plus posée sur ses pneus de 20 pouces (qui sont d'ailleurs des Pirelli P Zero 5 spécifiques au modèle), mais l'ajout d'un aileron supplémentaire sur le coffre augmente également l'appui aérodynamique - et donc la stabilité à grande vitesse.

Par ailleurs, il ne faut pas s'attendre à ce que la nouvelle peinture Performance Blue Pearl apporte des améliorations, l'effet de brillance supplémentaire devrait simplement rendre le véhicule encore plus cool.

Mots fléchés

Poutres apparentes		Auteur de la Chartreuse de Parme		Inspiratrice	Publié de nouveau		Panneaux mobiles		Hobby		Fromage français		Bramer
Placèrent à un endroit					Note de musique						Citer		
									L'amour latin				
									Dépêche qui fut la cause de la guerre de 70				
Religieux		Mer européenne					Enflure						
							Retirées						
					Stagnante								
Stupéfait		Ni angles, ni courbures								Après bis			
										Tableau de Millet (Des)			
					Possessif				Soldat américain			Saison	Évêché normand
					Voies publiques				Prêts				
Equivalent		Ventilée						Plante grasse exotique					
								Astate					
				Pays d'Asie		Érudite							
						Plants de vigne							
Agence spatiale européenne		Piano du pauvre	Bouche cornée				Traitee des peaux brutes						
							Lentille bâtarde						
			Orateur grec					Native				Éloigna	
								Tus					
Rapace nocturne	Instrument à vent				Donné								Les limbes
	Lisse												
			Exhalations								Cérium		
			Notre planète								Succès		
Releva					Groupe d'abeilles		Le plus haut col routier français						
Évêque de Lyon							Escompter		Esclave				
									Vit de revenus réguliers				
Altières	Cordage marin							Equerre		Amérindien			
	Incroyable												
						Petite sainte				Poisson			
						Commune girondine (La)				Entre copains			
Prophète coranique				Grandes scies								Déplace vers le haut	Commune bretonne
Agréable				Fatigué									
			Unie					Mésaventure					
Fils de Zeus et d'Europe		Lettre grecque	Remboursé							Coupelle de labo			
			Pierre d'achoppement										
					Bande d'étoffe			Disciple					
Pris				Mourir						Extrait de la mer			

Le pétrole termine en hausse

Les cours du pétrole ont terminé la semaine en hausse, en dépit des nouvelles menaces douanières de Donald Trump. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, a gagné 2,51% à 68,64 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en août, a pris 2,82% à 66,57 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 13 juillet 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

Sept morts et plus de 500 blessés en 48 heures

Sept (7) personnes sont décédées et plus de 500 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 48 heures à travers le pays, indique, samedi, un bilan de la Protection civile. Les unités de la Protection civile ont effectué, du 10 au 12 juillet, 8946 interventions suite à des accidents de la circulation survenus à travers le territoire national, ayant fait 7 morts et 526 blessés, précise la même source. Par ailleurs, le dispositif de la Protection civile relatif à la surveillance des plages autorisées à la baignade, a permis le sauvetage de 1900 personnes, dont 492 ont été traitées sur place et 187 autres évacuées vers des structures sanitaires locales, poursuit le communiqué, déplorant toutefois, le décès par noyade en mer de 6 personnes dans les wilayas de Tipaza, El Taref, Boumerdes, Tizi Ouzou, Mostaganem et Oran. Le bilan de la Protection civile fait état également de la mort de deux (2) personnes dans les réserves d'eau dans les wilayas de Djelfa et Souk Ahras. S'agissant du dispositif de lutte contre les incendies de forêts et de récoltes, il a été procédé à l'extinction de 46 incendies dans plusieurs wilayas, relève la même source.

EXPO OSAKA-2025

Le Premier ministre visite les pavillons de plusieurs pays frères et amis

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a visité, vendredi, les pavillons de plusieurs pays frères et amis participant à l'Exposition universelle "Expo-Osaka 2025" qui se tient au Japon. En visite à Osaka pour la célébration de la Journée nationale algérienne dans le cadre de cette exposition, le Premier ministre a entamé sa tournée par une visite du pavillon de l'Etat de Palestine, en compagnie du ministre de la Culture et des Arts, M. Zouhir Ballalou, et de la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mme Houria Meddahi. Le Premier ministre et la délégation qui l'accompagne ont également visité les pavillons de la République tunisienne et du Sultanat d'Oman, où ils ont reçu des explications détaillées sur leurs expositions. Au pavillon de la République italienne, le Premier ministre a sillonné les différentes parties de l'espace d'exposition présentant des pièces et tableaux artistiques illustrant le riche patrimoine historique et culturel de l'Italie. Au terme de sa tournée, le Premier ministre a visité le pavillon de l'Etat du Qatar, où il a suivi un exposé exhaustif sur les différents aspects culturels, économiques et urbains du Qatar. Enfin, M. Nadir Larbaoui a signé le livre d'or des pavillons visités, soulignant la profondeur des liens de fraternité, d'amitié et de coopération unissant ces pays à l'Algérie, dans le cadre d'une volonté politique commune.

ALGÉRIE-UE

Alger appelle à la relance du Conseil de partenariat

Par Sirine R

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, s'est entretenu hier par téléphone avec la vice-présidente de la Commission européenne, Kaja Kallas, a indiqué le ministère dans un communiqué. En effet, les relations entre l'Algérie et l'Union européenne ont été au cœur de ces échanges portées sur la réalité et les perspectives du partenariat algéro-européen, tant sur le plan bilatéral, dans le cadre de l'Accord d'association liant les deux parties, que sur le plan multilatéral, impliquant les pays de la rive sud de

la Méditerranée.

Au niveau bilatéral, M. Attaf a souligné la nécessité de relancer le Conseil de partenariat, principal mécanisme de dialogue institutionnel entre Alger et Bruxelles. Ce Conseil, a-t-il rappelé, « demeure le cadre idoine pour traiter toutes les questions d'intérêt commun, qu'elles soient politiques ou économiques », selon la même source. Concernant la coopération multilatérale, les deux parties ont échangé les vues sur le projet de Charte pour la Méditerranée, qui fait actuellement l'objet de concertations entre l'UE et les pays de la rive sud. Les deux responsables

ont échangé leurs visions sur cette initiative, qui vise à renforcer la coopération régionale et à mieux structurer les liens Nord-Sud autour de priorités partagées.

Au terme de l'entretien téléphonique, « les deux parties sont convenues de poursuivre et d'intensifier les efforts visant à conférer l'équilibre requis au partenariat économique entre l'Algérie et l'UE, de manière à préserver les intérêts des deux parties et de contribuer au renforcement de la paix, de la sécurité et du développement durable dans l'espace euro-méditerranéen », a conclu le communiqué.

LAURÉATE DES GOURMAND WORLD COOKBOOK AWARDS 2025

L'ANEP organise une cérémonie en l'honneur de Yasmina Sellam

L'Entreprise Nationale de Communication d'Édition et de Publicité (ANEP) a organisé hier, au siège de sa direction générale, une cérémonie en l'honneur de Madame Yasmina SELLAM célébrant sa distinction au concours international Gourmand World Cookbook Awards 2025, où elle a remporté le premier prix dans la catégorie « Thème unique », au Portugal, grâce à son ouvrage « Le Couscous, Racines et Couleurs d'Algérie », édité par l'ANEP. L'événement s'est déroulé en présence du Président Directeur Général, Monsieur Messaoud ALGHEM, des directeurs de l'entreprise, ainsi que de nombreux journalistes de la presse nationale. À l'issue de son intervention, Madame Yasmina SELLAM a répondu



aux questions des journalistes présents, abordant avec passion l'inspiration qui a guidé l'écriture de son ouvrage, ainsi que le travail de re-

cherche approfondi et les efforts fournis qui ont permis d'aboutir à ce résultat remarquable. Elle a également souligné que ce succès est le

fruit d'un travail collectif et d'une collaboration étroite entre elle et l'ANEP, qui a mobilisé tous les moyens ainsi que les efforts humains et matériels nécessaires à la concrétisation de ce projet culturel. À cette occasion, M. Messaoud ALGHEM a remis le trophée à Madame SELLAM, saluant son excellence, sa passion et son rayonnement à travers cette œuvre primée. Dans son allocution, il a souligné : « c'est une victoire de Yasmina SELLAM, de l'ANEP, mais surtout de l'Algérie ». Ce moment marquant a été applaudi par l'ensemble des convives, rendant hommage au parcours de Madame Yasmina SELLAM et à son engagement à promouvoir l'art culinaire algérien à l'échelle internationale.

TIZI-OUZOU

Près de 1.400 fuites sur le réseau d'AEP réparées en un mois

Un total de 1.396 fuites d'eau ont été réparées sur le réseau d'approvisionnement en eau potable (AEP) par les services de l'unité de Tizi-Ouzou de l'Algérienne des Eaux (ADE) au cours du mois de juin dernier, indique samedi un communiqué de cet organisme public. Parmi les fuites réparées en juin, 242 ont été localisées sur les conduites de refoulement et

d'adduction, 695 sur les conduites de distribution et 432 sur les branchements individuels, a-t-on détaillé. La réparation de ces fuites a permis de préserver la ressource hydrique, puisque le volume d'eau qui se perdait dans la nature sans atteindre les usagers de l'ADE a été estimé à 44.968 m3, a révélé la même source. L'opération de réparation

des fuites s'inscrit dans le cadre des efforts continus de l'ADE pour améliorer le service public de l'eau potable et préserver la ressource hydrique, a-t-on souligné. Pour rappel, l'unité de Tizi-Ouzou de l'ADE supervise 21 centres de distribution, desservant 64 communes à travers un réseau de distribution de plus de 7039 mètres linéaires.

BCE

Pas de nouvelle baisse des taux en vue

Il n'y a pour l'heure "aucun signe" justifiant une nouvelle baisse des taux directeurs par la Banque Centrale Européenne, a déclaré vendredi une membre de l'institution dans une interview publiée par Eco-nostream Media. "Il n'y aurait lieu d'envisager une nouvelle baisse des taux que si nous constatons des signes d'un écart important de l'inflation par rapport à notre objectif à moyen terme. Et pour le moment, je ne vois aucun signe en ce sens", a déclaré Isabel Schnabel, membre du directoire de la BCE. La faible hausse des prix de l'énergie "sera probablement temporaire" et la

crainte qu'un euro fort face au dollar exerce une pression baissière sur l'inflation est "exagérée", explique-t-elle. Par ailleurs, "la résilience de l'économie" malgré un grand climat d'incertitude et "un marché du travail solide" confortent selon elle le scénario d'une pause dans l'assouplissement monétaire. La plupart des observateurs attendent de fait une pause lors de la prochaine réunion de politique monétaire de la BCE le 24 juillet, avant la coupure estivale. Depuis juin 2024, la BCE a pu inverser son cycle de resserrement monétaire entamé deux ans plus tôt pour contrer la flambée des prix.

Le taux de dépôt, passé d'un record de 4,0% à 2,0%, n'est désormais plus considéré comme pénalisant pour l'économie. "Les risques pour les perspectives de croissance en zone euro sont désormais plus équilibrés", déclare Mme Schnabel. Mais elle lance aussi un avertissement : "une économie mondiale plus fragmentée et un important soutien budgétaire", comme cela se voit en Allemagne, "constituent des risques haussiers pour l'inflation à moyen terme". Par voie de conséquence, "dans la situation actuelle, une nouvelle baisse des taux ne serait pas appropriée", répète-t-elle.